

RÉPERCUSSIONS DE LA COVID-19 : L'ACCÈS REFUSÉ

LES GROSSESSES PRECOCES
CHEZ LES ADOLESCENTES
RISQUENT D'EMPÊCHER UN
MILLION DE FILLES EN
AFRIQUE SUBSAHARIENNE
DE RETOURNER À L'ÉCOLE



REMERCIEMENTS

Ce rapport a été élaboré par Vision Mondiale. Tony Baker en est l'auteur principal, avec des contributions clés de membres du groupe de travail Aftershocks Education (Répercussions pour l'Éducation), comprenant Vision Mondiale Canada, Vision Mondiale Royaume Unis, Vision Mondiale E.U., et le Groupe chargé du plaidoyer en réponse à la COVID-19 de World Vision International. Nous saluons en particulier le travail important de nos collègues de la région de l'Afrique subsaharienne, et remercions Vision Mondiale Ghana, Vision Mondiale Kenya, Vision Mondiale Malawi, Vision Mondiale Mozambique, Vision Mondiale Sierra Leone, Vision Mondiale Tanzanie, Vision Mondiale Ouganda, le Bureau régional de Vision Mondiale pour l'Afrique de l'Est, le Bureau régional de Vision Mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et le Bureau régional de Vision Mondiale pour l'Afrique australe. Nous remercions également l'UNESCO, les membres du Programme phare pour l'égalité des sexes de la Coalition mondiale pour l'éducation en réponse à la COVID-19, Human Rights Watch, l'Initiative pour le droit à l'éducation, et les nombreux autres acteurs internationaux et locaux qui travaillent sur cette question cruciale.

Révision : Brett Tarver et Andrea Arrogante

Mise en page : Services créatifs - Centre Global de Vision Mondiale à Manille

Photographie de couverture © 2020 Susan Otieno/Vision Mondiale Kenya

Photographie de la 4e de couverture © 2020 Henriqueta Paulo/Vision Mondiale Mozambique

© Vision Mondiale International 2020. Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite sous quelque forme, à l'exception de brefs extraits dans les revues, sans l'autorisation préalable de l'éditeur.

Vision Mondiale International apprécierait de recevoir des informations sur toute utilisation de ce document dans le cadre de formations, de travaux de recherche ou de la conception, la mise en œuvre ou l'évaluation de programmes.

Les noms de toutes les adolescentes enceintes et mariées ont été modifiés pour protéger leur identité et assurer leur sécurité.

Résumé

La pandémie de COVID-19 a eu des répercussions dramatiques sans précédent sur les enfants, les familles et les communautés du monde entier, perturbant les services essentiels et mettant des millions de vies en danger. Depuis mars, les tentatives pour prévenir la crise sanitaire mondiale ont entraîné des fermetures d'écoles à l'échelle nationale dans 194 pays, affectant près de 1,6 milliard d'apprenants, soit plus de 90 % de la population mondiale scolarisée.¹

Pour les enfants les plus vulnérables, en particulier les filles, l'accès à l'école et la poursuite de la scolarité sont déjà chose difficile à perpétuer dans le temps. La pandémie a provoqué des perturbations supplémentaires et imprévues, et la probabilité que les enfants vulnérables puissent poursuivre leurs études a fortement diminué. Avant la crise de la COVID-19, 258 millions d'enfants et de jeunes en âge d'aller à l'école primaire et secondaire n'avaient déjà pas accès à l'éducation. De plus, les Nations Unies estiment désormais que dans le monde, près de 11 millions d'apprenants du primaire et du secondaire - dont 5,2 millions de filles - risquent de ne pas reprendre leur scolarité après les fermetures d'écoles liées à la COVID-19.²

Ce rapport met en lumière une vulnérabilité particulière, exacerbée par les fermetures d'écoles en temps de crise, mettant en péril la poursuite de la scolarité des enfants les plus : la grossesse chez les adolescentes. Les fermetures d'écoles pendant les crises conduisent les filles à passer plus de temps avec des hommes et des garçons qu'elles ne l'auraient fait si elles avaient été à l'école, augmentant ainsi la probabilité qu'elles s'engagent dans des comportements sexuels à risque et entraînant un risque accru de violences et d'exploitations sexuelles. La grossesse chez les adolescentes est en outre liée à l'absence d'éducation en matière de santé sexuelle et reproductive, au mariage des enfants, aux risques pour la santé et le bien-être, ainsi qu'à une augmentation de la pauvreté et de l'insécurité. Les complications liées à la grossesse et à l'accouchement chez les adolescentes sont la principale cause de décès des filles âgées de 15 à 19 ans dans le monde.³

L'Afrique subsaharienne compte plus d'enfants non scolarisés que toute autre région du monde.⁴ Elle présente également les taux de grossesse chez les adolescentes les plus élevés au monde, ce qui confronte la région à une situation unique quant à la façon d'aborder et d'accueillir les grossesses et les jeunes mères à l'école.⁵ Les politiques sont variables d'une région à l'autre – passant de l'expulsion pure et simple des filles enceintes aux stratégies destinées à protéger la scolarité des mères adolescentes. Mais les normes sociales, les pratiques ancestrales et autres obstacles signifient encore généralement que la grossesse met tout simplement fin définitive aux études. Vision du Monde estime qu'un million de filles en Afrique subsaharienne pourraient ne pas être autorisées à retourner à l'école, en raison d'une grossesse survenue pendant la crise de la COVID-19. Étant donné que les fermetures d'écoles liées à la COVID-19 risquent d'entraîner une augmentation des grossesses chez les adolescentes, l'Afrique subsaharienne est sur le point de connaître une nouvelle crise de scolarisation des filles, sauf si les gouvernements et les partenaires agissent maintenant.

Principales conclusions de ce rapport



Les fermetures d'écoles pour cause de crises peuvent entraîner une augmentation des taux de grossesses chez les adolescentes allant **jusqu'à 65 %**, car les fermetures d'écoles conduisent les filles à passer plus de temps avec des hommes et des garçons qu'elles ne l'auraient fait si elles avaient été à l'école, augmentant ainsi la probabilité qu'elles s'engagent dans des comportements sexuels à risque et entraînant un risque accru de violences et d'exploitations sexuelles.

Étant donné l'augmentation imminente des grossesses chez les adolescentes et les politiques et pratiques interdisant aux filles enceintes et aux jeunes mères d'aller à l'école, **on estime qu'un million de filles en Afrique subsaharienne** pourraient ne pas être autorisées de retourner à l'école une fois les écoles réouvertes.



Mettre fin à la scolarisation est catastrophique pour les jeunes mères, leurs enfants et leurs communautés. Si les pays d'Afrique subsaharienne ne parviennent pas à protéger la scolarisation des mères adolescentes, la région pourrait voir son économie souffrir d'une perte supplémentaire de **10 milliards de dollars** du PIB, et ceci en plus des effets immédiats et paralysants de la COVID-19.

Recommandations

1. **Assurer un apprentissage continu pendant les fermetures d'écoles** grâce à un enseignement à distance, qui comprend des messages de sensibilisation sur l'égalité des sexes, afin d'assurer la poursuite de l'éducation des filles pendant les fermetures d'écoles et faciliter leur retour après la réouverture des écoles.
2. **Créer un environnement politique favorable à l'accès à l'éducation**, en éliminant les politiques et pratiques qui expulsent les filles enceintes et en établissant des stratégies de poursuite des études des filles enceintes et des mères adolescentes.
3. **Mener une campagne de sensibilisation du public et des campagnes ciblées de retour à l'école** pour contribuer à réduire les taux de grossesses chez les adolescentes pendant les fermetures d'écoles et veiller à ce que les filles qui tombent enceintes retournent à l'école après leur réouverture.
4. **Fournir une formation et une éducation sexospécifique aux enseignants** pour créer des environnements de classe non discriminatoires, qui comprennent un enseignement sur la santé sexuelle et reproductive, afin de contribuer à réduire les grossesses chez les adolescentes, et faciliter des programmes d'apprentissage accéléré pour les mères adolescentes qui retournent à l'école.
5. **Financer intégralement l'éducation**, tant au niveau national qu'international, pour protéger les budgets de l'éducation contre d'éventuelles réductions, faciliter les mesures de soutien en faveur des filles enceintes et des mères adolescentes afin qu'elles poursuivent leurs études et permettre aux systèmes éducatifs de se rétablir de la crise de la COVID-19.

Contexte

En 2014, lors de l'épidémie Ebola survenue en Afrique de l'Ouest, les écoles ont été fermées pendant huit mois en Sierra Leone. Au cours de cette période, les taux de grossesses chez les adolescentes ont doublé, 11 000 adolescentes étant tombées enceintes.⁶ Lorsque les écoles ont rouvert, ces filles ont été confrontées à l'interdiction de se réinscrire.⁷ Cette décision a eu de graves conséquences, étant donné que la fin de la scolarité de ces filles les condamnait, elles et leurs enfants, à une perte d'opportunités, à des risques accrus pour leur santé et leur bien-être, et à une pauvreté et une insécurité accrues.

Le monde est aujourd'hui confronté à une nouvelle crise sans précédent. Depuis mars 2020, la COVID-19 a entraîné des fermetures d'écoles à l'échelle nationale dans 194 pays, affectant près de 1,6 milliard d'apprenants - plus de 90 % de la population scolarisée mondiale. À l'heure actuelle, les écoles sont fermées à l'échelle nationale dans 106 pays, tandis que d'autres pays autorisent des réouvertures localement.⁸ Pendant ce temps, la propagation continue de la COVID-19 et les deuxièmes vagues dans certaines zones risquent d'entraîner la fermeture et la réouverture intermittente des écoles.

Avant la pandémie de COVID-19, 258 millions de filles et de garçons en âge d'aller à l'école primaire et secondaire dans le monde n'avaient déjà pas accès à un enseignement de base. Avec près de 97 millions d'entre eux, soit 38 % de ces enfants, adolescents et jeunes, l'Afrique subsaharienne compte plus d'enfants non scolarisés que toute autre région du monde, suivie de près par l'Asie du Sud et de l'Ouest. Huit des dix pays qui présentent les taux les plus élevés d'enfants non scolarisés dans le monde se trouvent en Afrique subsaharienne ; le Soudan du Sud (62 %), la Guinée équatoriale (55 %), l'Érythrée (47 %) et le Mali (41 %) ont les taux les plus élevés, soulignant les risques supplémentaires et les limitations d'accès auxquels sont confrontés les enfants dans les contextes fragiles touchés par des conflits, dont bon nombre sont désormais également touchés par la COVID-19.⁹

L'Afrique subsaharienne connaît certains des taux les plus élevés d'inégalité des sexes au monde, ce qui se traduit par un accès inégal à l'éducation et des taux élevés de violences contre les filles, de grossesses précoces et de mariages d'enfants.¹⁰

- L'Afrique subsaharienne a le taux régional de grossesse chez les adolescentes le plus élevé au monde.¹¹
- En 2018, le taux de natalité des adolescentes dans le monde était estimé à 42 naissances pour 1 000 filles âgées de 15 à 19 ans. En Afrique subsaharienne, le taux régional de natalité des adolescentes est plus de deux fois supérieur à la moyenne mondiale, avec 101 naissances pour 1 000 filles âgées de 15 à 19 ans - allant de 39 naissances pour 1 000 filles âgées de 15 à 19 ans au Rwanda à 184 naissances pour 1 000 filles âgées 15 à 19 ans au Niger.¹²
- Une femme sur quatre (26 %) âgée de 20 à 24 ans en Afrique subsaharienne déclare avoir accouché pour la première fois avant l'âge 18 ans, contre une sur dix (11 %) en Asie du Sud.¹³

Les politiques et les normes et pratiques sociales qui interdisent la réintégration des filles enceintes et des mères adolescentes dans les écoles montrent que de nombreuses régions d'Afrique subsaharienne ont déjà du mal à faire respecter le droit à l'éducation des filles enceintes et des jeunes mères. En raison des fermetures d'écoles dues à la COVID-19, la région est encore plus vulnérable à une crise de l'éducation des filles. Vision Mondiale est particulièrement préoccupée par l'impact de la COVID-19 sur les filles dans cette région et leur accès à des opportunités futures d'éducation.

Exclusion due à une grossesse

Les politiques et pratiques excluant les filles enceintes et les mères adolescentes de l'école varient au sein de l'Afrique subsaharienne : certains pays appliquent des politiques d'expulsion pure et simple tandis que d'autres ont commencé à proposer des stratégies qui soutiennent activement leur réintégration.¹⁴

Par exemple, en Sierra Leone, le gouvernement a pris la décision en 2010 d'empêcher les filles enceintes d'aller à l'école et de passer des examens après qu'un comité d'examen régional ait accusé le gouvernement de « gaspiller de l'argent » en autorisant les filles enceintes à passer des examens.¹⁵ Le gouvernement a confirmé cette interdiction lorsque les écoles ont rouvert en 2015, après l'épidémie Ebola, le ministre de l'Éducation de l'époque ayant alors expliqué que l'interdiction s'appliquerait aux filles « visiblement enceintes », en partie parce que leur « présence dans en classe aurait une influence négative sur les autres filles innocentes ».¹⁶

En mars 2020, après que la Cour de justice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ait jugé que la politique « discriminatoire » avait privé les filles de leur droit à l'éducation, la Sierra Leone a levé l'interdiction imposées aux filles enceintes d'aller à l'école.¹⁷ Le nouveau ministre de l'Éducation a salué le changement de politique comme une leçon tirée de la crise Ebola à un moment où le pays se prépare à des impacts potentiellement similaires dus à la COVID-19.¹⁸

Dans d'autres pays comme la Tanzanie, l'expulsion de l'école en raison d'une grossesse remonte à une loi de 1960, et à un règlement sur l'éducation de 2002 utilisé pour expulser les élèves enceintes pour « délits contre la morale ».¹⁹ En 2017, le président tanzanien a réitéré l'engagement du pays en faveur de cette pratique : « Tant que je serai président... aucune élève enceinte ne sera autorisée à retourner à l'école... Une fois enceinte, vos études s'arrêtent ».²⁰

Les protestations des communautés contre cette pratique et les tests de grossesse obligatoires associés avant toute admission à l'école²¹, ainsi qu'une nouvelle loi interdisant la remise en cause des statistiques officielles, ont contribué au retrait par la Banque mondiale d'un prêt de 300 millions de dollars à la Tanzanie en 2018 et au report récent d'un prêt de 500 millions de dollars en faveur de l'éducation au début de 2020.²² Le projet de la Banque mondiale comprend désormais des dispositions visant à appuyer la poursuite de la scolarité des filles enceintes et des mères adolescentes alors que le gouvernement tanzanien n'a pas modifié ses règles d'expulsion, ni mis en place de politique de réintégration.

Tandis que d'autres pays d'Afrique subsaharienne ont commencé à adopter des lois, des politiques ou des stratégies pour garantir le droit des filles à rester à l'école pendant une grossesse et à y retourner ensuite, ces lois et politiques sont souvent insuffisamment mises en œuvre et présentent parfois des différents obstacles. Des mesures spécifiques et un soutien ciblé sont nécessaires pour garantir leur mise en œuvre effective. Étant donné que les fermetures d'écoles dues à la COVID-19 risquent d'entraîner une augmentation des grossesses chez les adolescentes, tous les pays de la région doivent élaborer de toute urgence des plans protégeant la poursuite de l'éducation des filles enceintes et la réintégration des mères adolescentes à l'école.

Causes des grossesses chez les adolescentes et vulnérabilités accrues à cause de la COVID-19

En temps de crise, les normes sexospécifiques préjudiciables et la violence sexuelle sont souvent exacerbées. Les fermetures d'écoles en réponse à des crises, telles que celles vécues lors de l'épidémie Ebola en Afrique de l'Ouest de 2014 à 2016 et maintenant celle de la COVID-19, augmentent encore la probabilité que les adolescentes soient exposées à différentes formes de violence basée sur le genre et à un risque de grossesse précoce, là où l'incidence de la violence sexuelle a augmenté. **Lors de l'épidémie Ebola en Sierra Leone, il a été démontré que les fermetures d'écoles augmentaient de 65 % le nombre de grossesses chez les adolescentes dans certaines communautés.**²³ Comme l'a par ailleurs indiqué une étude qui a suivi la vie de 4 700 femmes en Sierra Leone au cours de la crise Ebola, l'augmentation du nombre de grossesses était en grande partie une conséquence du temps passé hors de l'école, qui a conduit les filles à passer plus de temps avec des hommes et des garçons qu'elles ne l'auraient fait si elles avaient été à l'école, augmentant ainsi la probabilité qu'elles s'engagent dans des comportements sexuels à risque et entraînant un risque accru de violences et d'exploitations sexuelles.²⁴

Absence d'éducation et de services en matière de santé sexuelle et reproductive

De nombreuses grossesses chez les adolescentes sont liées à l'absence d'éducation en matière de santé sexuelle et reproductive. À la maison, les enfants peuvent ne recevoir que peu ou pas de conseils sur la sexualité, ou ces conseils peuvent être basés sur des rôles de genre stéréotypés. Dans le même temps, de nombreux gouvernements africains n'ont pas réussi à mettre en place dans les écoles, un enseignement en matière de santé sexuelle et reproductive qui soit complet, scientifiquement exact et adapté à l'âge.²⁵

Les pays d'Afrique subsaharienne présentent l'âge moyen le plus jeune au monde pour les premiers rapports sexuels.²⁶ De nombreux enfants et adolescents font preuve d'une méconnaissance des relations, du consentement, des infections sexuellement transmissibles, de la planification et l'espacement idéal des grossesses ou du planning familial. En raison du manque de connaissances de base en matière de reproduction qui en résulte, les filles ne savent pas qu'elles peuvent tomber enceintes lors de leur premier rapport sexuel, ni comment identifier les signes de grossesse. L'absence d'accès aux services de santé et à la contraception peut priver les filles de toute information sur les différentes options qui s'offrent à elles, augmente la probabilité d'adopter des comportements à risque, ainsi que celle d'avoir recours à un avortement.²⁷

De nombreuses femmes et filles avaient déjà un accès insuffisant à l'éducation et aux services de santé sexuelle et reproductive avant la COVID-19. Comme l'a souligné un précédent rapport de Vision Mondiale, la pandémie a encore perturbé les services essentiels de santé sexuelle et reproductive dans le monde, notamment les soins prénatals, maternels et postnatals, ainsi que les bilans de santé réguliers des mères et de leurs jeunes enfants visant à assurer une nutrition et une vaccination appropriées.²⁸ Les établissements déjà sursollicités ont alors été débordés et limités quant aux services fournis, lorsque ceux-ci n'ont pas été fermés. Les femmes et les filles, notamment celles vivant en Afrique subsaharienne, sont confrontées à des défis croissants pour accéder aux services et informations de santé essentiels. De plus, de nombreuses femmes et filles enceintes peuvent être moins susceptibles d'avoir recours à des soins prénatals et postnatals essentiels par crainte de contracter la COVID-19 dans les établissements de santé, ce qui les expose, elles et leur famille, à un risque accru.²⁹

Étude de cas : L'état d'urgence expose les filles à des grossesses précoces à Nampula

Par Henriqueta Paulo, coordinatrice du Plaidoyer, des Communications et des relations avec le gouvernement

Telma*, qui a 14 ans, vit avec sa mère et son beau-père à Kazuzu, dans la province de Nampula, dans le nord du Mozambique. Il y a quatre mois, elle est tombée enceinte d'un garçon de la communauté, âgé de 18 ans.

Son rêve de devenir infirmière est maintenant compromis ; en tant que mère adolescente, elle n'est pas sûre de pouvoir retourner à l'école, même après la réouverture des écoles une fois la menace de la COVID-19 passée. **« Je ne sais vraiment pas ce qui va m'arriver dans un avenir proche. Tout semble incertain maintenant. Je ne sais même pas comment je vais élever l'enfant »**, dit Telma en essuyant ses larmes.

Avant la pandémie, Telma était en 4e. Lorsque les écoles ont fermé et que sa famille a commencé à rencontrer des difficultés en raison du confinement, Telma a décidé de les aider à joindre les deux bouts. **« Durant cette période où nous n'allions plus à l'école, j'avais l'habitude de vendre des gâteaux frits au bord de la route pour compléter les revenus de ma famille »**, murmure-t-elle.

Cependant, ses efforts pour aider sa famille lui ont apporté des ennuis. Le voisin de sa grand-mère a proposé son aide et Telma voyait ce jeune homme chaque fois qu'elle rendait visite à sa grand-mère dans le village. **« J'ai rencontré un garçon qui m'a donné 300,00 MZM¹, alors que je passais du temps chez ma grand-mère »**.

Telma est maintenant enceinte et son petit ami est introuvable. **« Quand j'ai constaté que je ne me sentais pas bien, j'ai informé mon petit ami et il**

m'a demandé de provoquer une fausse couche, mais quand j'ai pris peur et que j'ai refusé, il a soudainement disparu du village pour partir en ville », a déclaré Telma.

Sa mère n'était pas au courant de la grossesse de sa fille jusqu'à ce que Telma ait finalement le courage de lui dire. **« Je ne savais pas que ma fille était enceinte. J'aurais aimé qu'elle puisse continuer à aller à l'école car nous n'avons jamais eu l'occasion d'y aller »**, a déclaré Sandra, la mère de Telma.

Le ministère mozambicain de l'Éducation a récemment révoqué les directives radicales de 2003 qui ordonnaient à toutes les écolières enceintes de suivre des cours du soir et leur interdisait de suivre les cours du jour. Cependant, même si Telma est désormais autorisée à retourner à l'école lorsque celle-ci rouvrira, elle devra probablement retourner au travail pour nourrir son enfant. Elle veut désespérément offrir un avenir serein à son bébé.

Il y a beaucoup de filles à Nampula qui sont dans la même situation. Depuis mars, Vision Mondiale a enregistré 35 adolescentes enceintes, âgées de 12 à 17 ans à Kazuzo. Vision Mondiale Mozambique travaille avec les autorités locales et d'autres partenaires pour dissuader les abus sexuels, le mariage précoce et toutes sortes de violences contre les enfants.

¹ Environ 4,23 \$

Violence sexuelle

La violence basée sur le genre est une violation répandue des droits humains. Ce type de violence comprend les viols, les agressions sexuelles, les agressions physiques, les mariages précoces ou forcés, la privation de ressources et la maltraitance psychologique ou émotionnelle. Un corpus croissant de données factuelles émanant d'Afrique subsaharienne indique que la première expérience sexuelle de nombreuses filles est souvent non désirée ou forcée.³⁰

La « violence basée sur le genre » est un terme générique qui sert à désigner tout acte préjudiciable commis contre la volonté d'une personne et fondé sur les rôles différents des hommes et des femmes (c.-à-d. de genre) que leur attribue la société. Cela comprend les actes qui infligent des préjudices ou des souffrances physiques, sexuelles ou mentales, les menaces de tels actes, la coercition et d'autres privations de liberté. Ces actes peuvent se produire en public ou en privé.

— UNFPA, Normes minimales interorganisations pour la programmation d'actions de lutte contre la violence basée sur le genre dans les situations d'urgence

Dans les cas de grossesse précoce ou adolescente, la violence sexuelle est la forme la plus courante de violence basée sur le genre conduisant à une grossesse. Cela comprend, entre autres formes, le viol et l'exploitation sexuelle. Vision Mondiale estime que jusqu'à 85 millions de filles et de garçons supplémentaires dans le monde pourraient être exposés à des violences physiques, sexuelles et/ou émotionnelles à la suite des quarantaines dues à la COVID-19.³¹

La pauvreté entraîne l'exploitation sexuelle des adolescentes comme moyen de survie économique pour la famille. Les parents pauvres peuvent recourir à des moyens d'exploitation pour réduire la charge sur les finances du ménage, ou bien les compléter.

L'exploitation sexuelle des filles - perpétrée par des garçons de leur âge ou, le plus souvent, par des adultes de la communauté - est souvent considérée comme la seule option de survie dans diverses communautés soutenues par Vision Mondiale, notamment en Afrique subsaharienne. Les filles scolarisées sont également exposées au risque d'exploitation sexuelle par leurs pairs et même par les enseignants, afin de pouvoir payer les frais liés à leur éducation, tels que les frais de scolarité, le transport, les manuels et les repas.³²

Les filles non scolarisées peuvent également migrer vers les villes à la recherche d'un travail et être confrontées à la nécessité de gagner un revenu de base et même au risque de vivre dans la rue, ce qui les rend vulnérables à l'exploitation sexuelle et à la traite des enfants. Une analyse récente de Vision Mondiale portant sur 2 400 micro-entrepreneurs dans huit pays africains (RDC, Ghana, Kenya, Malawi, Rwanda, Tanzanie, Ouganda et Zambie) indique que 92 % des clients de la microfinance interrogés qui dirigent de petites entreprises font face à une réduction de leurs revenus qui affecte leur capacité à rembourser leurs prêts en raison de l'impact économique de la COVID-19. L'analyse a également révélé que 80 % des femmes qui travaillent dans des petites entreprises et participent au commerce informel sont membres de groupes d'épargne, et qu'elles risquent maintenant de perdre à la fois leur épargne et leurs activités génératrices de revenus, avec des effets potentiellement dévastateurs sur leurs enfants.³³ À mesure que les chocs économiques, affectant les adolescentes et leurs familles, augmentent en raison de la COVID-19, les risques d'exploitation sexuelle et de grossesse chez les adolescentes augmentent également.

Les grossesses chez les adolescentes sont également à la fois une cause et une conséquence des mariages précoces et forcés. Les normes sociales et la stigmatisation relatives aux grossesses hors mariage limitent les opportunités des filles car elles sont rapidement obligées de se marier et de mettre fin à leurs études pour remplir leurs devoirs de mère et d'épouse. De plus, les normes sociales peuvent également pousser les jeunes mariées à avoir des enfants très peu de temps après le mariage.³⁴

Lors de chocs économiques ou de crises menaçant le bien-être de la famille, les parents qui rencontrent des difficultés à subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs enfants peuvent considérer le mariage de leur fille, qui va alors vivre dans une autre famille, comme un moyen de faire face financièrement. Dans certaines cultures, une dot pourrait constituer une source de revenus pour la famille, y compris pour les autres enfants du ménage³⁵. Il a été démontré que les chocs comme les sécheresses poussent les familles à 'marier' leurs filles plus tôt qu'ils ne l'auraient sinon fait (« les mariées de la famine »).³⁶

La menace de mariage précoce et forcé augmente à mesure que la crise de la COVID-19 met à rude

épreuve le revenu et les moyens de subsistance de la famille. Avant la COVID-19, l'Afrique subsaharienne présentait déjà les taux de mariage d'enfants les plus élevés au monde, 35 % des jeunes femmes étant mariées avant l'âge de 18 ans contre 30 % en Asie du Sud et 24 % en Amérique latine et dans les Caraïbes.³⁷ Vision Mondiale estime qu'au moins quatre millions de filles supplémentaires dans le monde, dont la majorité en Afrique, se marieront au cours des deux prochaines années en raison des chocs liés à la COVID-19.³⁸ La vaste majorité de ces filles n'avaient déjà pas accès à l'éducation, en particulier dans les contextes de fragilité et de crise humanitaire, tandis qu'il existe des risques accrus similaires pour celles qui allaient à l'école avant les fermetures dues à la COVID-19.



Étude de cas : Exploitation sexuelle pendant le confinement au Ghana

Par : Samuel Tseganu, responsable du Parrainage et de la Protection de l'enfance,
Programme de la zone de Krachi West, Vision Mondiale Ghana

Pendant le confinement lié au COVID-19, le programme de la zone de Krachi West au Ghana a constaté une multiplication par presque neuf des grossesses chez les adolescentes. Entre mars et mai 2020, il a été signalé que 51 enfants étaient enceintes. Il n'y avait que six cas de grossesse chez les adolescentes enregistrés dans toute l'année 2018. La plupart de ces grossesses se sont produites en raison du confinement institué par le gouvernement comme mesure préventive à la propagation de la COVID-19.

Efua* pleurait en expliquant comment elle était tombée enceinte alors que l'école était fermée. Efua a 17 ans et est en 3^e année à l'école secondaire de premier cycle. Elle se préparait à passer son Brevet d'Études du Premier Cycle (BECE) cette année. Efua vit avec sa mère célibataire et trois autres frères et sœurs à Krachi West. Elle a été exploitée sexuellement par un jeune homme dans sa communauté qui a profité des difficultés financières de sa mère. Il a proposé d'aider Efua, et en a profité pour avoir des relations sexuelles avec elle pendant la fermeture de l'école.

Les défis auxquels sont confrontées les filles pour poursuivre leur scolarité après une grossesse et la naissance de leur enfant sont inquiétants. Cependant, Efua veut reprendre ses études après l'accouchement, quels que soient les défis et la stigmatisation associés au fait d'être une jeune mère, afin de pouvoir atteindre ses objectifs à l'avenir.

Le ministère de l'Éducation du Ghana a élaboré des lignes directrices qui aident les adolescentes à poursuivre leurs études pendant une grossesse non désirée, ou à les reprendre si elles le souhaitent après l'accouchement. Cette directive est conforme à la politique publique d'éducation de base universelle obligatoire pour chaque enfant au Ghana.

Bien que l'âge légal du mariage soit de 18 ans, un enfant de plus de 16 ans peut consentir à des relations sexuelles au Ghana. Un point qui n'a toutefois pas été abordé est celui du sort de l'agresseur si une enfant est exploitée sexuellement et tombe enceinte à l'âge de 16 ou 17 ans ? Aucune forme de sanction n'est prévue et l'adolescente doit en supporter seule les conséquences. Cette injustice est soutenue par la loi de 1960 sur les infractions pénales, qui établit l'impunité des contrevenants.

Vision Mondiale Ghana et ses partenaires travaillent avec les autorités locales pour élaborer des règlements afin d'interdire l'exploitation et les abus sexuels, de faire respecter l'interdiction et de sanctionner les auteurs d'exploitation ou d'abus sexuels contre les filles, dans l'attente du long et laborieux processus d'examen de la législation.

Impunité et absence de justice

Un autre déterminant des grossesses chez les adolescentes est l'absence de responsabilité des auteurs d'exploitation et d'abus sexuels. Certains pays n'ont pas de lois protégeant les filles contre les abus, tandis que d'autres ne les appliquent pas. Par exemple, il n'y a pas d'âge minimum pour le mariage dans certains pays, et dans d'autres, la violence contre les femmes au sein du mariage n'est pas une infraction punissable. La plupart des pays d'Afrique subsaharienne considèrent les abus sexuels (souillure/viol), l'exploitation sexuelle des enfants et le mariage des enfants comme des crimes. Cependant, ces crimes ne sont souvent pas signalés en raison de la stigmatisation, de la peur de représailles ou de la difficulté à accéder au système de justice pénale. Ils peuvent également ne pas faire l'objet de poursuites ou être traités de manière inadéquate par les forces de l'ordre et les écoles. Lorsque des lois protectrices existent, elles peuvent ne pas être appliquées en raison des normes sociales, ce qui aggrave encore l'inégalité entre les sexes et supprime le pouvoir d'action des femmes et des filles dans ces contextes.³⁹ L'impunité des délinquants qui en résulte affaiblit les filles victimisées, permet les récidives et ne permet pas de dissuader d'autres individus de commettre des crimes de violence sexuelle contre les enfants.⁴⁰

La protection juridique déjà faible et les mécanismes d'application de la loi qui souffrent déjà de lacunes ont tendance à se détériorer en période de crise. Les restrictions de mouvement liées à la COVID-19 rendent en outre le signalement des violences sexuelles plus difficile, en limitant l'accès des femmes et des filles aux services publics tels que la police, la justice et les services sociaux. Les capacités d'application de la loi débordées réduisent encore les services d'intervention, contribuant au renforcement de la perception d'impunité chez les auteurs de crime et à une augmentation des taux de violence à l'égard des femmes et des filles.⁴¹ Certaines estimations mondiales suggèrent qu'il pourrait y avoir jusqu'à 31 millions de cas de violence basées sur le genre supplémentaires suite à la crise de la COVID-19.⁴²

Pour en savoir plus sur les causes des grossesses chez les adolescentes et la façon de les prévenir, consultez le rapport de septembre 2019 de Vision Mondiale intitulé [The Violent Truth about Teenage Pregnancy](#).

Contextes de conflit

Les conflits armés ont également un impact sur les taux de grossesse chez les adolescentes, en partie en raison de l'augmentation de la violence sexuelle contre les femmes et les filles perpétrée par les forces armées et les groupes armés, mais aussi par les civils, liée à l'exacerbation des dynamiques de pouvoir entre les sexes préjudiciables, aux inégalités et au non-respect des droits humains. L'extrême pauvreté et l'interruption ou l'effondrement des systèmes et des institutions de police et de justice limitent aussi sévèrement la responsabilité des auteurs et la dissuasion de la violence sexuelle.

L'Afrique subsaharienne compte plus de 26 % des réfugiés dans le monde.⁴³ Des études réalisées après la période de conflit au Liberia, au Rwanda, en Ouganda et dans les camps de réfugiés burundais en Tanzanie illustrent comment la violence sexuelle et le nombre de grossesses peuvent augmenter dans les contextes touchés par des conflits ou sortant d'un conflit. Dans de nombreux conflits, notamment lors du génocide au Rwanda, le viol a été utilisé comme stratégie pour déstabiliser les communautés et comme outil de « nettoyage ethnique ». ⁴⁴ Les difficultés économiques et la violence contre les femmes pendant les conflits, tels que la guerre civile au Burundi, ont également conduit au fait que l'exploitation sexuelle était considérée par certaines femmes comme une option plus sûre que d'être seules, pour ne pas être davantage exposées aux abus et à la violence perpétrés par des délinquants inconnus et des gangs armés.⁴⁵

Les conflits armés peuvent également conduire à des actes de violence et des menaces de violence directement contre les étudiants, les enseignants et le personnel de l'éducation et à l'utilisation des écoles et des universités à des fins militaires. Quinze des 37 pays qui ont connu au moins dix attaques contre le système d'éducation ou l'utilisation d'établissements d'enseignement à des fins militaires en 2017 et 2018 se trouvaient en Afrique subsaharienne. De telles attaques contre l'éducation peuvent consister en l'utilisation d'armes explosives, d'incendies criminels ou de coups de feu pour endommager ou détruire les écoles, ou peuvent cibler directement les apprenants et le personnel de l'éducation par l'usage de la force ou de menaces de recours à la force, y compris la violence sexuelle.⁴⁶ Les experts ont averti que la COVID-19 augmentera les conflits et la vulnérabilité des enfants touchés par un conflit, en particulier les adolescentes.⁴⁷

Obstacles au retour des mères adolescentes à l'école

Dans les pays en développement, une grossesse rend souvent le retour à l'école extrêmement difficile pour les filles, même dans les pays où cela est légalement autorisé. En Afrique de l'Ouest et Centrale, les parents rapportent qu'en général 10 à 30 % des abandons scolaires des filles sont dus à une grossesse ou un mariage précoce, chiffre qui pourrait cependant être sous-estimé.⁴⁸ Cela est particulièrement vrai pour les filles des communautés marginalisées, notamment les réfugiées et les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (PDI). Les raisons sont variées et incluent la stigmatisation des grossesses chez les adolescentes, les politiques qui expulsent les filles enceintes et les jeunes mères de l'école, les coûts financiers de la scolarité, les normes sociales sur le rôle que jouent les femmes et les filles en matière de travail domestique et de prise en charge des enfants.

Honte et stigmatisation

Dans de nombreuses cultures conservatrices, la stigmatisation des grossesses chez les adolescentes et les normes sociales préjudiciables relatives aux grossesses hors mariage sont prégnantes. La stigmatisation liée à la violence sexuelle elle-même - qui ne peut être « cachée » en cas de grossesse - peut conduire à une ostracisation supplémentaire de la mère et de l'enfant. Les parents et la famille des filles enceintes peuvent les dissuader de retourner à l'école pour protéger leur réputation et limiter leur exposition à la stigmatisation exercée par leurs pairs et enseignants.⁴⁹

Dans certains endroits, les enseignants couvrent de honte et stigmatisent les adolescentes en raison d'une grossesse précoce ou non désirée. En Tanzanie, les enseignants soutiennent souvent la politique nationale d'expulsion des filles enceintes car ils pensent que cela permet d'éviter de « contaminer » ou « corrompre » d'autres élèves qui pourraient sinon adopter des comportements sexuels, entraînant d'éventuelles grossesses précoces. Une autre perception courante est que les mères adolescentes ne peuvent pas se concentrer sur leurs études ou réussir aussi bien à l'école en raison de leurs responsabilités concurrentes de soins à domicile et ne devraient donc pas être à l'école. Ces points de vue répandus ne s'appuient pas sur des faits probants et pourraient plutôt être le produit de stéréotypes préjudiciables et discriminatoires.⁵⁰

Ces arguments imprègnent le discours public et les espaces décisionnels, les médias et les dirigeants politiques exacerbant la stigmatisation des filles enceintes et des mères adolescentes. Dans certaines communautés et cultures, il est largement admis que permettre aux filles enceintes et aux mères adolescentes de poursuivre leurs études pourrait banaliser les grossesses extra-conjugales, excuser les « actes répréhensibles » des filles et créer un « effet domino » en vertu duquel davantage de filles tomberaient enceintes. Ces arguments ne sont pas étayés par des données faisant autorité, et les adolescentes sont souvent déjà conscientes des défis et de la responsabilité liée au fait de devenir une jeune mère sans l'imposition de sanctions supplémentaires.⁵¹ Le fait que l'expulsion elle-même puisse contribuer à la stigmatisation est souvent ignoré.⁵²

Étude de cas : Choisir le mariage plutôt que l'école en pleine crise de COVID-19 au Malawi

Lorsque le Malawi a fermé ses écoles en mars en raison de la propagation de la COVID-19, Esinta, 16 ans était en CMI à l'école primaire. Elle a épousé un garçon peu de temps après.

L'âge légal du mariage au Malawi est de 18 ans et Vision Mondiale, qui dirige un programme de développement dans la communauté, a fait campagne pour mettre fin au mariage des enfants dans le cadre de sa campagne nationale **« It takes a world »**.

La communauté d'Esinta est passée à l'action et a tenté d'empêcher le mariage. L'affaire a été portée devant le chef traditionnel Chiwalo, qui a jugé le mariage illégal et nul. Esinta et les parents du garçon ont également dû payer une amende.

Mais quelques jours plus tard, Esinta est retournée dans son « domicile conjugal » pour rester avec son mari. Les parents des deux enfants ont essayé de les raisonner, mais ils n'ont rien voulu entendre. Et maintenant, Esinta est enceinte.

James Michael, président du comité de protection de l'enfance de Chiwalo dans le district de Phalombe, a joué un rôle de premier plan pour essayer de sauver Esinta du mariage. **« Nous avons mené des séances de conseil avec eux, mais ils sont déterminés à se marier »**, dit Michael.

Michael explique que les cas de mariages d'enfants et de grossesses chez les adolescentes ne sont pas nouveaux dans la région mais sont devenus plus courants depuis que les écoles ont fermé en raison de la COVID-19. Les fermetures d'écoles ont affecté le travail du comité de protection de l'enfance. Dans le passé, dit-il, il pouvait renvoyer les élèves à l'école après les avoir conseillés.

« Mais aujourd'hui, nous ne parvenons pas à les convaincre de l'importance des études car ils n'ont aucun espoir en l'avenir », conclut-il tristement. Michael a déclaré qu'ils avaient enregistré à ce jour dix mariages d'enfants et une grossesse pendant le confinement. La politique d'éducation du Malawi complique encore les choses ; les jeunes mères sont suspendues pendant un an avant d'être autorisées à se réinscrire.

Esinta n'a pas l'intention de retourner à l'école après avoir accouché de son enfant. Pour elle, les écoles sont fermées et les chances de réouverture sont très minces. **« Je préfère être mariée plutôt que d'attendre quelque chose dont je ne suis pas sûre »**, dit-elle. **« Je ne vois aucun problème à être mariée. Je suis sûre de mon choix et vais m'occuper de mon bébé »**.

Lyson Pagone est un agent de protection de l'enfance du bureau de la protection sociale du district de Phalombe dans la région de GVH Chiwalo. Il a félicité Vision Mondiale Malawi d'avoir déployé des programmes efficaces se concentrant sur les adolescentes enceintes et les mères adolescentes et visant à éliminer les obstacles qui les empêchent d'avoir accès à une éducation de qualité.

« Nous ne pouvons qu'espérer que de nombreuses filles retournent à l'école lorsqu'elles rouvriront », dit-il.

Vision Mondiale travaille actuellement avec le ministère de l'Éducation pour organiser une **« campagne de retour à l'école »** avec le soutien des comités VAC, des groupes de mères et de Pastor's Fraternal. Ensemble, ils contribuent à ramener à l'école tous les apprenants qui ont abandonné l'école pendant la pandémie pour diverses raisons.

Politiques d'exclusion

Dans plusieurs pays africains, comme le Togo, la Guinée équatoriale et la Tanzanie, il existe des lois et des politiques qui prévoient l'expulsion des filles enceintes de l'école et leur interdisent d'y retourner. Comme mentionné ci-dessus, le Sierra Leone avait une politique similaire jusqu'à récemment, mais l'a annulée après qu'un tribunal de la CEDEAO l'a jugée discriminatoire. Le gouvernement salue maintenant ce revirement de politique car il anticipe les impacts similaires liés à la COVID-19 et a également lancé une campagne nationale pour protéger les filles et prévenir les grossesses chez les adolescentes pendant les fermetures d'écoles dues à la COVID-19.⁵³

En plus des lois et politiques restrictives qui expulsent les filles enceintes, les pays dotés de politiques discriminatoires peuvent également recourir à des moyens préjudiciables pour identifier les élèves enceintes. Par exemple, en Tanzanie, les filles peuvent être soumises à un test de grossesse obligatoire avant leur admission et tout au long de l'année scolaire, souvent sans leur consentement. La stigmatisation et la peur de l'humiliation poussent de nombreuses filles à abandonner l'école par anticipation lorsqu'elles apprennent qu'elles sont enceintes, tandis que d'autres peuvent avoir recours à des avortements risqués.⁵⁴

Alors que d'autres pays d'Afrique subsaharienne ont commencé à mettre en place des politiques de poursuite de la scolarité ou de réintégration conditionnelle pour contribuer à s'assurer que les mères adolescentes retournent à l'école, ces politiques présentent parfois des obstacles supplémentaires ou peuvent être mal mises en

œuvre. Les politiques de poursuite de la scolarité permettent aux filles enceintes de rester à l'école sans être contraintes de s'absenter après l'accouchement, tandis que les politiques de réintégration exigent généralement que les filles quittent l'école une fois la grossesse découverte, mais fournissent des voies pour leur retour après l'accouchement. Cependant, pour réintégrer une école, les mères adolescentes sont tenues de remplir certaines conditions, telles que la réadmission dans une autre école, le suivi obligatoire de la grossesse ou, comme au Sénégal, la présentation d'un certificat médical attestant de leur santé et de leur aptitude à étudier. Au Malawi, les filles enceintes sont immédiatement suspendues pendant un an mais peuvent être réadmisées l'année scolaire suivante après avoir demandé l'approbation du ministère de l'Éducation et de l'école à laquelle elles souhaitent s'inscrire. Ces conditions peuvent facilement empêcher les mères adolescentes vulnérables de poursuivre leurs études.⁵⁵

Outre les conditions qui peuvent empêcher les mères adolescentes de retourner à l'école, la mise en œuvre et le respect des politiques de réintégration peuvent varier. L'insuffisante diffusion des informations relatives aux politiques dans les écoles crée une méconnaissance des politiques de réintégration par les enseignants, les communautés et les filles elles-mêmes, ce qui limite l'efficacité de ces politiques dans de nombreuses régions. En règle générale, il existe peu de suivi et les enseignants n'effectuent généralement aucun suivi des filles qui ont quitté l'école en raison de leur grossesse en vue d'initier leur réintégration.⁵⁶



Étude de cas : Un adolescent à la croisée des chemins au Kenya

Par Susan Otieno, Vision Mondiale Kenya, Chargée de communication

« La COVID-19 a tout détruit. Sans la pandémie, j'aurais été occupée à l'école et non enceinte », déplore Cathy, 17 ans.

Cathy était en première au lycée lorsque toutes les écoles du Kenya ont été fermées à la mi-mars 2020 dans le cadre de la réponse du gouvernement à la COVID-19. Elle est maintenant enceinte de cinq mois.

Cathy était terrifiée à l'idée de dire à sa mère ce qui s'était passé. **« Elle m'a dit que j'avais gaspillé les frais de scolarité qu'elle avait payés »,** se souvient tristement Cathy. Elle n'a toujours pas informé le père du bébé - son ancien instituteur de l'école primaire.

Comme beaucoup, la mère de Cathy a eu du mal à couvrir les frais de scolarité, comme les nouveaux uniformes, les livres et d'autres besoins, et son ancien instituteur a proposé son aide.

« Quand je suis entrée au lycée, il m'a tout acheté, y compris mes effets personnels comme les serviettes hygiéniques. Quand j'avais besoin de quelque chose, je lui disais. C'était difficile pour maman car elle ne gagne pas beaucoup d'argent », a expliqué Cathy.

Le cas de Cathy n'est malheureusement pas rare. Lorsque des enfants ont interrogé leurs pairs au sujet des grossesses chez les adolescentes, ils ont découvert des histoires de viol, d'abus commis par des enseignants et qu'un grand nombre de filles avaient été exploitées en raison de l'extrême pauvreté et des coûts de scolarité élevés. Lorsque les filles tombaient enceintes, c'était principalement à la suite d'abus sexuels commis par un adulte.

Le confinement, destiné à protéger les enfants et les familles de la COVID-19, semble malheureusement avoir exacerbé cette tendance. Dans le comté de

Machakos, au Kenya, près de 4 000 filles d'âge scolaire sont tombées enceintes au cours des cinq derniers mois.

Cathy explique que chaque jour sa mère cherche des emplois précaires, mais qu'elle ne gagne pas beaucoup d'argent. Sa mère a rencontré encore plus de difficultés que d'habitude pour gagner de l'argent pendant la COVID-19.

« C'est difficile parce que maman ne gagne pas beaucoup d'argent avec ses emplois précaires. Je me demande qui va subvenir à mes besoins et à ceux du bébé. Je ne sais toujours pas si je pourrai retourner à l'école », a déclaré Cathy.

Elle ajoute : **« Je n'ai personne pour me soutenir, même pas des amis. À l'église, je n'en ai encore parlé à personne. Mes pairs se moquent de moi. Les filles de mon village parlent mal de moi ».**

Vision Mondiale travaille avec l'administration du comté de Kisumu pour sensibiliser le public à la prévention de la COVID-19 et à la protection de l'enfance en raison de l'augmentation des signalements de grossesses chez les adolescentes. D'autres initiatives comprennent la formation des chefs religieux pour qu'ils puissent fournir un soutien psychosocial ainsi que l'aide apportée aux filles sous forme de fourniture de serviettes hygiéniques à un moment où des familles comme celle de Cathy ont du mal à joindre les deux bouts.

Cathy prie pour que son bébé suive des études de qualité à l'avenir, même si elle ne le peut pas. Mais pour l'instant, elle espère seulement que tout ira bien pour elle et son bébé, et que bientôt la COVID-19 disparaîtra.



© 2020 Aggrey Nyondwa/Vision Mondiale Uganda

Frais de garde d'enfants et de scolarité

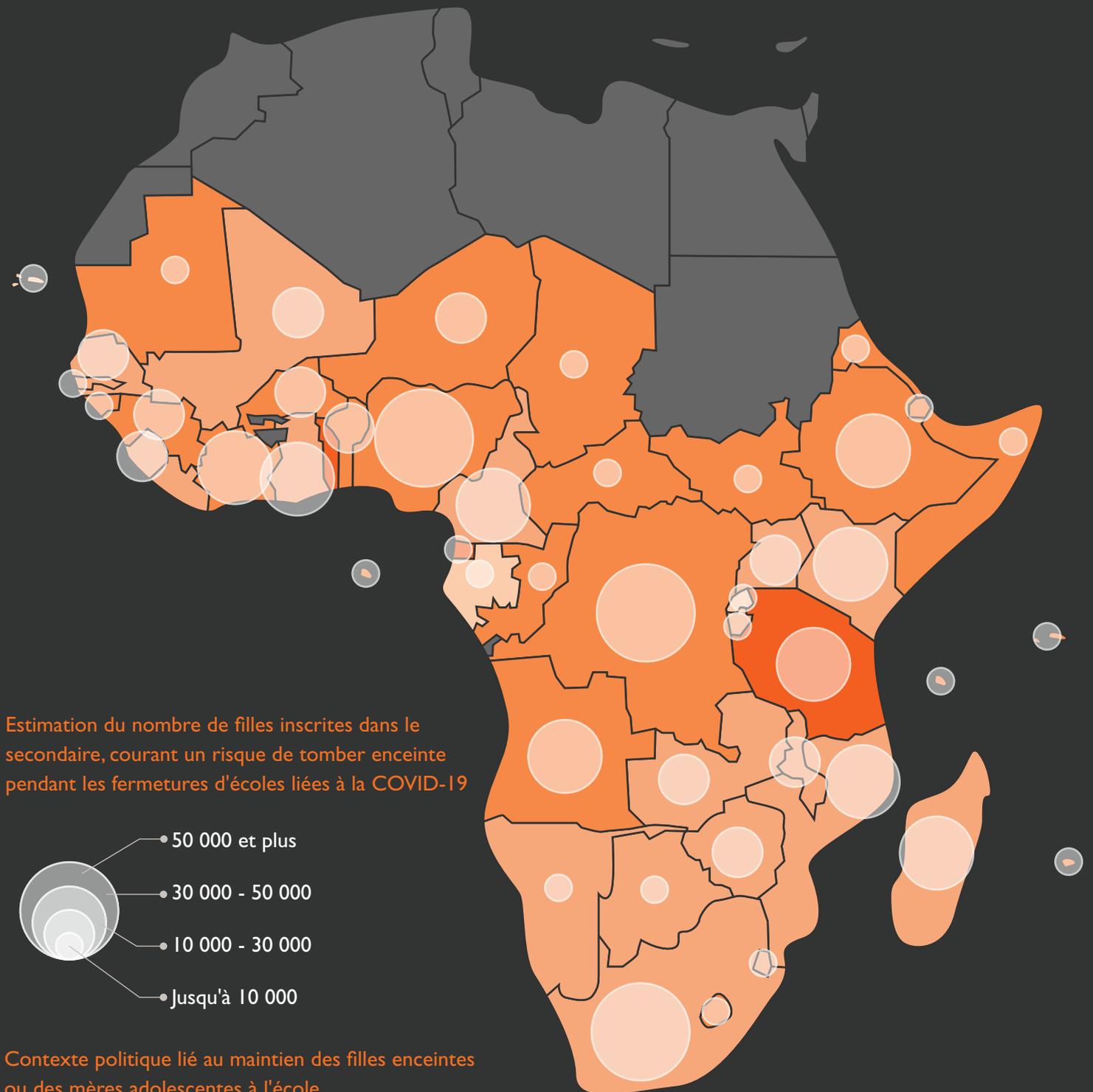
Etant donné qu'elles assument de nouvelles responsabilités de soins, les mères adolescentes ont besoin d'un soutien supplémentaire pour la garde de leurs enfants afin de pouvoir retourner à l'école. Sans ce soutien, leurs chances d'y retourner sont infimes. Il existe peu de services de garde d'enfants gratuits ou abordables dans la plupart des régions d'Afrique. Comme l'a révélé une étude au Kenya, les mères adolescentes qui ont réussi à retourner à l'école n'ont pu le faire que grâce au soutien d'un parent proche, comme une mère, une sœur ou une grand-mère, qui a pu prendre soin de l'enfant.⁵⁷ Cependant, en raison de la stigmatisation des grossesses chez les adolescentes, de nombreuses filles sont confrontées à des réactions opposées de la part de leurs parents et de leur famille qui ont plutôt tendance à ne pas soutenir les mères adolescentes et à ne pas tenir les pères pour responsables.

Les frais de scolarité et autres frais sont des obstacles courants à l'accès à l'éducation pour les enfants du monde entier, y compris en Afrique subsaharienne. Même dans les pays qui ont rendu l'enseignement primaire et secondaire gratuit et obligatoire en vertu de la loi, les frais accessoires tels que ceux associés aux uniformes, aux manuels, au transport, aux repas, aux examens, à la sécurité et à l'entretien des locaux empêchent encore les enfants d'aller à l'école. Ces obstacles sont encore plus importants pour les familles de filles enceintes et de mères adolescentes qui doivent payer de nouveaux frais supplémentaires liés aux soins de santé et de garde d'enfants. De nombreuses filles enceintes et jeunes mères peuvent vouloir continuer leurs études mais, même si cela est autorisé, peuvent ne pas être en mesure de retourner à l'école en raison de ces coûts.⁵⁸ En raison des chocs économiques et des tensions dus à la COVID-19, ces coûts deviennent des obstacles encore plus importants au retour à l'école.

Pays à risque

Si la situation est variable, les pays étant à différents stades de fermeture et de réouverture des écoles (ce qui peut continuer à évoluer à mesure que la situation de la COVID-19 évolue), la Banque mondiale prévoit globalement des scénarios dans lesquels les écoles peuvent être fermées pendant trois mois (optimiste), cinq mois (intermédiaire) et sept mois (pessimiste).⁵⁹ Sur la base des taux actuels de grossesse chez les filles âgées de 15 à 19 ans ayant suivi des études secondaires en Afrique subsaharienne et un facteur d'augmentation des grossesses chez les adolescentes de 65 % lorsque les écoles sont fermées pendant huit mois, **Vision Mondiale estime que jusqu'à un million de filles en Afrique subsaharienne pourraient se voir empêcher de retourner à l'école en raison d'une grossesse pendant les fermetures d'écoles dues à la COVID-19.** Voir la section Méthodologie pour plus d'informations.

Carte des pays à risque



- Expulsion garantie :** Pays appliquant des politiques ou des décrets d'expulsion
- Risque très élevé de se voir empêcher de retourner à l'école :** Pays ne disposant ni de lois ni de politiques relatives au maintien des filles enceintes ou des mères adolescentes à l'école et pays dotés de lois qui protègent le droit des filles enceintes de rester à l'école ou de reprendre leurs études mais qui n'ont pas de politique en la matière
- Risque élevé de se voir empêcher de retourner à l'école :** Pays dotés de politiques de réadmission conditionnelle
- Risque de se voir empêcher de retourner à l'école :** Pays dont les politiques ou stratégies prévoient la poursuite de la scolarité mais qui nécessitent un suivi ou un soutien supplémentaire pour assurer une mise en œuvre efficace

Conséquences de l'arrêt définitif de la scolarité pour les mères adolescentes

L'arrêt de la scolarité d'une mère adolescente la met en danger, elle ainsi que son enfant. En l'absence de possibilité d'éducation, les perspectives de mariage précoce augmentent considérablement, tout comme les chances que la mère soit exploitée sexuellement comme moyen alternatif de survie. En raison de la stigmatisation et de la honte associées aux grossesses chez les adolescentes, certaines adolescentes peuvent être contraintes de quitter le domicile de leurs parents et finir par vivre dans la rue, où elles risquent d'être exploitées sexuellement à des fins commerciales ou de traite humaine.⁶⁰ La perte d'éducation ainsi que les pertes subies en termes de bien-être et l'augmentation du stress et de la violence qui en découlent peuvent avoir des conséquences irréversibles pour les adolescentes, les jeunes femmes et les familles qu'elles prennent en charge.

Augmentation des grossesses chez les adolescentes

La grossesse est à la fois un obstacle à la poursuite de la scolarité des filles et une conséquence du décrochage scolaire, compte tenu de son association avec le mariage des enfants. Plus une fille reste longtemps à l'école, moins elle est susceptible d'être mariée pendant son enfance ou de tomber enceinte pendant son adolescence.⁶¹ Chaque année supplémentaire d'enseignement secondaire est associée à une diminution moyenne de 6 % du risque d'avoir un enfant avant à l'âge de 18 ans, et si l'enseignement secondaire universel était atteint, les grossesses chez les adolescentes pourraient être réduites d'un taux pouvant atteindre 75 %.⁶²

Risques pour la santé et le bien-être

La grossesse chez les adolescentes comporte des risques sanitaires extrêmement élevés. Dans le monde, les complications liées à la grossesse précoce et à l'accouchement sont la première cause de décès chez les filles âgées de 15 à 19 ans.⁶³

La probabilité qu'une femme africaine décède de complications dues à la grossesse, ou à l'accouchement est de 1 sur 31, contre 1 sur 4 300 dans le monde développé.⁶⁴ Les mères adolescentes âgées de 10 à 19 ans sont exposées à des risques d'éclampsie, d'endométrite puerpérale et d'infections systémiques plus élevés que les femmes âgées de 20 à 24 ans.⁶⁵ Les nourrissons nés de mères de moins de 18 ans courent un risque 60 % plus élevé de décéder au cours de la première année de vie, que ceux nés de mères âgées de plus de 19 ans.⁶⁶

À l'inverse, une mère qui a suivi des études secondaires réduit le risque de décès de son enfant au cours de ses cinq premières années de vie d'environ un cinquième et peut réduire les taux de retard de croissance de plus d'un tiers. L'enseignement secondaire universel augmente également les connaissances des femmes sur les soins de santé, améliore le bien-être psychologique et la confiance en soi et diminue le risque de violence entre partenaires.⁶⁷

Diminution des moyens de subsistance des femmes et perte de richesse en capital humain

Une scolarité qui s'achève à l'adolescence réduit les chances d'obtenir un emploi rémunéré à l'âge adulte. Cela peut rendre les mères adolescentes vulnérables à d'autres moyens de survie économique tels que le mariage précoce et l'exploitation sexuelle. Compte tenu des associations entre niveaux de scolarité plus avancés et moyens de subsistance, on estime que les femmes qui ont suivi des études secondaires gagnent presque deux fois plus que celles qui ne sont jamais allées à l'école. Ce taux est à comparer avec celui des femmes ayant suivi un enseignement primaire, qui gagnent seulement 14 à 19 % de plus que les personnes sans instruction.⁶⁸



© 2020 Thandeka Andeah Nkhonde/Vision Mondiale Malawi

Le faible niveau d'études des femmes adultes entraînent des pertes de richesse en capital humain à l'échelle nationale et des revenus inférieurs. La perte de richesse en capital humain encourue aujourd'hui parce que de nombreuses femmes adultes n'ont pas bénéficié de l'enseignement secondaire dans leur jeunesse est estimée entre 15 et 30 billions de dollars dans le monde.⁶⁹ Il convient d'ajouter à cela les autres pertes dues aux complications de santé et de nutrition décrites au-dessus. Par exemple, le retard de croissance dans la petite enfance entraîne une baisse de revenus dans la vie adulte⁷⁰. On estime que chaque augmentation de point de pourcentage du taux d'achèvement des études secondaires des filles augmente le

produit intérieur brut (PIB) moyen de 0,3 % et le taux de croissance annuel du PIB de 0,2 %.⁷¹ **Si les mères adolescentes ne sont pas en mesure de retourner à l'école après les fermetures liées à la COVID-19, Vision Mondiale estime que l'Afrique subsaharienne pourrait perdre plus de 10 milliards de dollars de PIB et voir son taux de croissance annuel global du PIB diminuer de 1,6 %.** Voir la section Méthodologie pour plus d'informations.

Que fait Vision Mondiale pour aider ?

Dans le cadre de l'intervention mondiale d'urgence contre la COVID-19, Vision Mondiale aide les filles et les garçons ainsi que leurs familles à faire face aux conséquences physiques, émotionnelles et sociales de la distanciation sociale. En fournissant un soutien psychosocial afin d'aider les familles et les enfants à mieux s'adapter, Vision Mondiale travaille avec les familles et les communautés pour réduire le stress et l'anxiété qui exposent les filles à des vulnérabilités accrues telles que la violence domestique et la violence basée sur le genre, les grossesses précoces/non désirées et le mariage des enfants. Vision Mondiale fournit aux familles et aux enseignants des supports éducatifs, soutient des camps de lecture et aide les parents à apprendre à préserver la santé émotionnelle et psychologique de leurs enfants et à faire face aux craintes liées au virus.

Faits saillants de l'impact mondial :

345,433 supports pédagogiques fournis pour permettre ou soutenir l'apprentissage à distance

1,231,505 enfants bénéficiant d'un enseignement sanitaire ciblé et adapté à leur âge

19,845 enseignants recevant une formation et un soutien pédagogique

833,087 personnes bénéficiant d'un soutien ou d'une formation pédagogique

Cela comprend également un éventail de modèles de projets complémentaires de Vision Mondiale, notamment : **des écoles sécurisantes et stimulantes**, pour créer un environnement d'apprentissage positif et sans violence ; **Les Canaux de l'Espoir pour l'égalité des sexes**, pour engager et mobiliser les communautés religieuses en vue de promouvoir un changement d'attitude et de comportement positif relatif à l'égalité des sexes, aux dynamiques de pouvoir et à la violence basée sur le genre ; et **Voix et Action Citoyennes**, l'approche de plaidoyer au niveau local de Vision Mondiale pour la responsabilité sociale.





© 2018 Jon Warren/Vision Mondiale Uganda

Prévention et traitement des grossesses précoces - Réfugiés sud-soudanais en Ouganda

Dans le camp de réfugiés de Bidibidi, qui accueille 232 722 réfugiés sud-soudanais, les partenaires de Vision Mondiale sont aux prises avec de plus en plus de cas de violence basée sur le genre, y compris des cas de violence sexuelle et de grossesse chez les adolescentes, après le confinement lié à la COVID-19. Depuis mars 2020, 19 cas de grossesses chez les adolescentes, six cas de mariage d'enfants, cinq cas de viol et deux mariages forcés ont été signalés. Les cas de violence basée sur le genre sont systématiquement sous-déclarés, les cas signalés reconnus par l'ONU et d'autres agences de collecte de données ne représentant en réalité qu'une petite partie des taux réels d'incidence ou de prévalence.

Vision Mondiale soutient les mères adolescentes et les survivantes de violences basées sur le genre afin qu'elles puissent reprendre leurs études ou leurs formations professionnelles. De nombreuses jeunes mères se retrouvent seules, abandonnent l'école et certaines se retrouvent mères célibataires à la tête d'une famille. Vision Mondiale propose des services d'orientation en vue de bénéficier de conseils psychosociaux et d'un soutien médical et matériel, comme des vêtements de maternité, du savon et d'autres produits de première nécessité dont une mère a besoin pendant la grossesse et après l'accouchement. Vision Mondiale favorise également une plus grande confiance entre les communautés et les comités de protection de l'enfance qui traitent les cas de violation des droits de l'enfant et soutiennent les systèmes d'orientation à des fins d'évaluations, de documentation et de gestion.

Vision Mondiale travaille également avec le ministère de l'Éducation et la Cellule locale de l'Éducation pour offrir des opportunités d'apprentissages alternatifs et des programmes de radio et d'apprentissage à distance aux plus de 183 000 enfants dont l'apprentissage a été interrompu en raison de la COVID-19.

Réponse éducative à la COVID-19 axée sur les filles - Zimbabwe

Depuis 2013, Vision Mondiale travaille intensivement pour améliorer la scolarisation des filles au Zimbabwe par le biais du projet **IGATE Improving Gender Attitudes Transition and Education Outcomes** (Améliorer le changement d'attitude liée à l'égalité des sexes et aux résultats éducatifs) dans le cadre du portefeuille Girls' Education Challenge (Défi de l'éducation des filles) du ministère britannique du Développement international. Grâce à une étroite collaboration avec les communautés et les écoles, à la sensibilisation et la connaissance des enfants et des ménages les plus vulnérables, en plus d'un suivi rigoureux, Vision Mondiale a pu réagir rapidement aux mesures et aux confinements liés à la COVID-19, pour assurer la continuité des mesures de protection et de soutien ainsi que la continuité de l'apprentissage.

Grâce à un réseau WhatsApp d'animateurs, d'enseignants et de mentors pour les filles, près de 8 000 enfants vulnérables ont été connectés et suivis. Vision Mondiale a fourni des supports d'apprentissage, des fournitures, un soutien psychosocial, des messages de prévention de la violence basée sur le genre et d'intervention en la matière, ainsi que d'autres supports d'apprentissage via des plateformes informatiques telles que WhatsApp, des SMS et des émissions de radio. Grâce aux Défenseurs de l'apprentissage communautaires, qui sont des membres de la communauté qui font l'interface entre les ménages et l'apprentissage, des cercles d'apprentissage communautaires ont été créés pour que les élèves et les filles puissent recevoir un soutien plus individualisé et poursuivre leurs études. Grâce à ces mêmes réseaux, Vision Mondiale soutient le développement professionnel des enseignants et le développement d'outils de diagnostic, afin de contribuer à la réhabilitation.

Vision Mondiale a mis en place un cadre de suivi et de soutien à l'apprentissage à distance par le biais de groupes IGATE virtuels pour accompagner et soutenir l'apprentissage des élèves via plusieurs plateformes, notamment des cours à la radio, des groupes de soutien par les pairs et des documents imprimés pour les élèves qui n'ont pas accès aux téléphones. Le projet dispose de processus d'apprentissage continu pour une gestion adaptée - les filles courant un risque d'abandon scolaire sont suivies de près et soutenues pour retourner à l'école (à la réouverture) ou pour accéder à l'enseignement communautaire (non formel). De plus, une approche scolaire complète en faveur de la réhabilitation est en cours de développement.

Comme dans la plupart des pays, Vision Mondiale Zimbabwe est un membre actif de la Cellule locale d'Éducation, et travaille en étroite collaboration avec l'ONU, ainsi que des organismes gouvernementaux et des partenaires au développement. Vision Mondiale participe à des campagnes locales de retour à l'école et travaille avec les ministères pour combler les lacunes croissantes qui affectent les apprenants marginalisés, afin de s'assurer que les écoles répondent aux normes de salubrité de l'eau, d'assainissement et de santé avant de rouvrir.





Responsabilité sociale pour les grossesses chez les adolescentes - Ghana

La méthodologie de responsabilité sociale de Vision mondiale, intitulée Voix et Actions citoyennes, aborde spécifiquement l'éducation civique des politiques et la mise en œuvre au niveau local par le biais de mécanismes de gouvernance communautaire. Cela a conduit à une réduction du nombre de grossesses chez les adolescentes ainsi qu'à un meilleur accès à l'éducation pour les mères adolescentes dans plusieurs pays africains.

Au Ghana, par exemple, les communautés ont utilisé la méthodologie de responsabilité sociale Voix et Action citoyennes de Vision Mondiale pour réunir les parents, les enseignants, les administrateurs et les politiciens locaux afin d'aborder la question des grossesses chez les adolescentes. Sur la base d'exemples concrets émanant de la communauté, des messages ont été élaborés dans le district de Talensi-Nabdam au nord du Ghana, au sujet des problèmes de décrochage scolaire, du stress, du mariage précoce et des décès prématurés, et ont été utilisés pour l'éducation civique, la sensibilisation et le suivi de la mise en œuvre des politiques, notamment des politiques de réintégration des mères adolescentes. Au lycée de Datuko, la communauté et son chef ont utilisé l'approche Voix et Action citoyennes comme point de ralliement pour lutter contre les grossesses chez les adolescentes, et dans l'établissement secondaire de premier cycle de Datuko, le nombre de grossesses chez les adolescentes est passé de sept en 2015 à trois en 2016, à zéro en 2017.

Recommandations sur la manière d'aider les filles enceintes et les mères adolescentes à poursuivre leurs études pendant et après la COVID-19

Les expulsions et les abandons scolaires des adolescentes pour cause de grossesse sont en augmentation suite à la crise liée à la COVID-19 et pourraient être évités si le monde agit maintenant pour prévenir cette crise imminente. Basé sur son expérience de travail avec les enfants, les familles et les communautés en temps de crise, Vision Mondiale appelle les gouvernements, les agences des Nations Unies, les donateurs, les ONG et le secteur privé à agir ensemble pour :

1. Assurer un apprentissage continu pendant les fermetures d'écoles

Une mesure clé pour s'assurer que les filles retourneront à l'école, une fois qu'elles rouvriront, est de s'assurer qu'elles ont accès à un apprentissage continu pendant que les écoles sont fermées. Les filles les plus vulnérables n'ont souvent pas les moyens d'accéder à certaines technologies pour bénéficier de l'apprentissage à distance, ce qui les contraint à interrompre leurs études et complique ensuite la poursuite de leur scolarité, lorsque les écoles rouvrent.

Les gouvernements devraient limiter l'impact des fermetures d'écoles et des perturbations de l'éducation en déployant de toute urgence des méthodes d'enseignement à distance adaptées aux enfants et adaptées à leur âge, telles que la télévision, la radio ou l'apprentissage en ligne, ainsi que des supports d'apprentissage imprimés ne nécessitant pas de connexion Internet. Les programmes élaborés pour l'enseignement à distance devraient comprendre une formation aux compétences de vie visant à minimiser les risques liés à l'exclusion et à aider les enfants à reconnaître et à atténuer les risques de violence basée sur le genre.

De nombreux pays d'Afrique ont recours aux chaînes de diffusion de masse comme la radio et la télévision pour atteindre les populations rurales et les groupes vulnérables, y compris les filles exposées à un risque de grossesse non désirée, et fournir un enseignement à distance lorsque les écoles sont fermées, ou par le biais de modèles hybrides combinant enseignement en personne et à distance lors des fermetures intermittentes. Le contenu éducatif sur ces plateformes et dans les documents imprimés distribués dans le cadre de solutions d'apprentissage à distance peut également comprendre des messages de sensibilisation concernant l'égalité des sexes, les relations saines, l'éducation à la santé sexuelle et reproductive et la grossesse chez les adolescentes. Des gouvernements comme ceux de l'Éthiopie et de l'Ouganda prennent déjà de telles mesures.⁷²

2. Créer un environnement politique propice pour autoriser l'accès à l'éducation

Priver une fille enceinte ou une mère adolescente de son droit de retourner à l'école, c'est l'appauvrir elle, mais aussi son enfant, la communauté et la nation, à un moment où la COVID-19 représente déjà de sérieux défis. Les lois et les politiques qui expulsent les filles enceintes sont clairement problématiques, et celles qui prévoient une réintégration conditionnelle, mais ne tiennent pas compte des besoins sous-jacents des mères adolescentes peuvent toujours empêcher les jeunes mères de poursuivre leurs études. En raison des fermetures d'écoles liées à la COVID-19, les gouvernements doivent établir des politiques de poursuite de la scolarité et d'accroître la sensibilisation aux niveaux mondial, national et communautaire, afin d'assurer une mise en œuvre efficace.

Tous les obstacles identifiés au retour complet des filles à l'école doivent être éliminés. Les ajustements de politique en vue de soutenir la poursuite de la scolarité des filles enceintes et des jeunes mères nécessiteront un suivi constant et des données crédibles pour favoriser des améliorations permanentes, fondées sur des données factuelles.

Conformément à la Déclaration sur la sécurité dans les écoles, des politiques de poursuite de la scolarité devraient également être élaborées dans les contextes humanitaires pour s'assurer que les filles enceintes et les jeunes mères, qui peuvent être tombées enceintes à la suite d'un viol lors d'attaques contre des centres éducatifs, soient soutenues afin de pouvoir poursuivre leurs études pendant la grossesse, réintégrer l'école après avoir accouché ou être transférées dans des écoles situées dans des zones sûres.⁷³ En prévision de l'importante augmentation des grossesses chez les adolescentes liée aux fermetures d'écoles dues à la COVID-19 - ou de quelque crise que ce soit - les politiques et pratiques qui prévoient l'expulsion des filles enceintes et des mères adolescentes devraient être immédiatement supprimées et des stratégies de poursuite de la scolarité devraient être adoptées d'urgence pour faciliter la continuation de leurs études.

Dans le cadre de cette élaboration de politiques, les enfants, les filles et les mères adolescentes devraient être consultés pour accroître leur représentation et leur leadership afin d'élaborer des politiques et des programmes plus efficaces. Les enfants et les adolescentes sont les mieux placés pour exprimer leurs propres besoins, mais de nombreuses filles, en particulier les jeunes mères confrontées à la stigmatisation sociale, peuvent taire leurs expériences en matière de violence basée sur le genre, de santé sexuelle et reproductive, de grossesse précoce et de politiques d'exclusion. En consultant les filles de manière significative lors de la conception et de la mise en œuvre des politiques qui les concernent, ces politiques et programmes refléteront davantage leurs réalités et seront plus efficaces pour y faire face.

3. Organiser une sensibilisation du public et des campagnes ciblées de retour à l'école

Comme pour la campagne nationale du Sierra Leone sur les grossesses chez les adolescentes, des campagnes de sensibilisation du public devraient être menées pour contribuer à réduire le nombre de grossesses chez les adolescentes lorsque les écoles sont fermées en raison de la COVID-19. Les gouvernements de pays comme le Burundi, le Ghana, le Rwanda, le Sénégal, la Tanzanie ou la Zambie intègrent déjà dans leurs plans de réponse à la COVID-19 des campagnes de sensibilisation axées sur la grossesse chez les adolescentes.⁷⁴ Les gouvernements devraient lancer des campagnes similaires à l'échelle nationale en prenant exemple sur leurs homologues. Cela peut être fait dans le cadre des campagnes de sensibilisation existantes sur la prévention et les impacts de la COVID-19 promues à la télévision, à la radio et sur les réseaux sociaux. Des messages supplémentaires sur l'égalité des sexes, les relations saines et respectueuses, l'éducation en matière de santé sexuelle et reproductive, la grossesse chez les adolescentes et le soutien psychosocial des filles et des garçons vulnérables peuvent être inclus à la réponse à la COVID-19. Ces campagnes devraient également promouvoir des mécanismes de signalement tels que les systèmes d'orientation pour les cas de violence basée sur le genre, les lignes d'assistance pour les enfants et les solutions communautaires pour un suivi, un signalement et une réponse adaptés aux enfants.

À mesure que les écoles rouvriront, les pays mèneront des campagnes de retour à l'école à l'échelle nationale. Un accent particulier doit être mis sur la sensibilisation du public à la nécessité particulière pour les adolescentes de retourner à l'école afin de prévenir l'abandon scolaire, aux préjudices qui surviennent lorsque leur scolarité est interrompue et à l'importance de poursuivre leurs études. Dans le cadre des campagnes de retour à l'école, les enfants vulnérables - ceux qui ont le plus de difficultés à accéder à l'éducation en premier lieu et qui risquent le plus de ne pas revenir à l'école - devraient être spécifiquement ciblés pour assurer

leur retour à l'école. L'assiduité ou la réinscription doit être suivie de près lors de la réouverture des écoles, et si des adolescentes auparavant présentes sont maintenant absentes, les enseignants doivent travailler avec les membres de la communauté, tels que les parents, les aidants et les travailleurs sociaux, pour assurer le suivi de ces élèves, connaître leur situation et contribuer à faciliter leur retour à l'école.

Étant donné les responsabilités financières et de gardes d'enfants accrues - en plus des chocs sur les revenus et la stabilité du ménage déjà causés par la COVID-19 - les mères adolescentes ont également besoin d'une assistance ciblée pour pouvoir retourner à l'école. Les parents, les tuteurs, les aidants et les proches doivent être sensibilisés et encouragés à participer à la garde des enfants, pour une responsabilité partagée. Un soutien supplémentaire peut être fourni en supprimant les frais de scolarité, en accordant des subventions scolaires supplémentaires et une aide financière directe aux mères adolescentes (par exemple, des programmes de transfert d'argent et la distribution de supports éducatifs et du matériel nécessaire à la garde d'enfants). Bon nombre de ces mesures - comme l'élimination des obstacles au retour à l'école et la réduction des conditions d'entrée, la suppression des frais de scolarité et d'autres coûts, et l'engagement de la communauté pour soutenir le retour des filles à l'école - sont des recommandations du Cadre pour la réouverture des écoles élaboré par l'UNESCO, l'UNICEF, la Banque mondiale et le Programme alimentaire mondial.⁷⁵

Il existe également diverses aides prévues dans les politiques de réintégration scolaire et les stratégies de poursuite des études de certains pays. Par exemple, au Cap-Vert et au Sénégal, les jeunes mères se voient offrir des aménagements spéciaux tels que le temps d'allaiter ou des congés lorsque leurs enfants sont malades. En Afrique du Sud, un soutien social et financier est apporté aux mères adolescentes. Le Gabon a construit des crèches et des centres de la petite enfance à proximité des écoles secondaires. Et en Namibie, les filles enceintes et les mères adolescentes ont accès à des services de conseil en milieu scolaire.⁷⁶ Les stratégies de réintégration et de poursuite de la scolarité en Afrique subsaharienne

devraient être examinées et révisées d'urgence pour inclure des aides similaires lorsqu'elles font défaut et il convient de s'assurer qu'elles sont pleinement mises en œuvre.

4. Dispenser aux enseignants une formation et une éducation sexospécifique

Alors que les campagnes de prévention et de sensibilisation à la COVID-19 et l'apprentissage à distance peuvent comprendre la prévention de la violence et le soutien psychosocial, une formation sexospécifique des enseignants en matière de pédagogie, de gestion de la classe et de développement de supports d'enseignement et d'apprentissage peut également contribuer à créer des environnements permettant aux filles de poursuivre leurs études et de revenir à l'école. Le soutien et la formation des enseignants grâce à des approches sexospécifiques contribueront à s'assurer qu'ils n'encouragent pas les normes et l'idéologie de genre préjudiciables qui discriminent les filles et peuvent contribuer à réduire la violence basée sur le genre en milieu scolaire. La reconnaissance au niveau national et mondial de l'importance de la formation d'enseignants qualifiés devrait être favorisée. Les enseignants non formés et mal payés sont plus susceptibles de renforcer la stigmatisation relative aux grossesses précoces et aux jeunes mères, de contribuer à perpétuer la violence basée sur le genre en milieu scolaire et de réduire l'accès et la qualité de l'apprentissage.

La formation à une éducation sur la santé sexuelle et reproductive favorisant la santé et le bien-être, inspire le respect des droits humains et de l'égalité des sexes et donne aux enfants et aux jeunes les moyens de mener une vie saine, sûre et productive, ce qui contribuera in fine également à prévenir et à réduire les grossesses chez les adolescentes. Une formation sexospécifique - abordant la santé et les droits sexuels et reproductifs, la protection contre l'exploitation et les abus sexuels et la manière de signaler sans risque les problèmes - devrait être dispensée aux enseignants pour mieux leur permettre de s'assurer que toutes les filles retournent à l'école à la réouverture et créer des

environnements de classe non discriminatoires.

Une fois en mesure de retourner à l'école, les programmes d'apprentissage accéléré, ou cours de rattrapage, sont essentiels pour les mères adolescentes, qui peuvent avoir été déscolarisées avant et après l'accouchement, afin qu'elles puissent retrouver le même niveau scolaire que leurs camarades et ne pas prendre de retard. Des modalités d'apprentissage flexibles, telles que la possibilité d'assister à des cours du matin ou du soir (par exemple en Zambie) aident les jeunes mères qui ne peuvent pas retourner à l'école à plein temps⁷⁷ Alors que les filles enceintes et les jeunes mères ne devraient pas faire l'objet de discrimination et devraient en définitive voir leur droit à l'éducation respecté, les contextes dans lesquels les filles enceintes sont actuellement expulsées et ne sont pas autorisées à retourner à l'école devraient fournir des modalités d'enseignement alternatifs aux mères adolescentes afin qu'elles reçoivent un niveau d'éducation équivalent et puissent poursuivre leurs études.

5. Financer pleinement les systèmes éducatifs

La crise de la COVID-19 menace de mettre à rude épreuve, tant au niveau national qu'international, le financement de l'éducation qui était déjà largement sous-financée, même avant la pandémie. Il est

maintenant nécessaire de s'assurer que les budgets de l'éducation ne soient pas seulement protégés contre d'éventuelles réductions, mais également augmentés pour faciliter les adaptations nécessaires et le rétablissement complet des systèmes éducatifs. Aujourd'hui plus que jamais, les gouvernements doivent respecter les critères de référence convenus au niveau international consistant à dépenser 15 à 20 % des budgets nationaux dans l'éducation, soit 4 à 6 % du PIB, tout en élargissant leurs assiettes de recettes fiscales.⁷⁸

L'éducation doit être une priorité dans le cadre des réponses mondiales à la COVID-19 des donateurs. Les donateurs doivent de toute urgence financer le Plan mondial de réponse humanitaire à la COVID-19 des Nations Unies et de plateformes multilatérales comme le Partenariat mondial pour l'éducation et l'Éducation ne peut pas attendre. Ces mécanismes et partenariats ont été essentiels aux interventions éducatives qui contribuent à atténuer l'impact de la COVID-19 et à s'en remettre, et devraient être soutenus par les donateurs en reconstituant leurs ressources et en élargissant leur assistance.



Annexe : Méthodologie

Il est difficile d'estimer l'augmentation des grossesses chez les élèves adolescentes dues aux fermetures d'écoles liées à la COVID-19 en raison de la disponibilité limitée des données, de l'important sous-signal et de la situation variée des fermetures d'écoles. Ce rapport estime le nombre prévu de grossesses chez les adolescentes dues aux fermetures d'écoles liées à la COVID-19 en Afrique subsaharienne sur la base des facteurs suivants :

- **Nombre de filles inscrites dans l'enseignement secondaire en 2018, ou au cours de l'année la plus récente par pays :** Obtenu à partir de la base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO.⁷⁹ Lorsque ces données font défaut, les chiffres figurant dans les plans nationaux du secteur de l'éducation, les analyses du secteur de l'éducation ou les composés des taux bruts de scolarisation et de parité ont été utilisés.
- **Taux les plus récents de grossesse chez les adolescentes âgées de 15 à 19 ans par pays :** Obtenu à partir de la dernière enquête démographique et sanitaire ou enquête sur les indicateurs du paludisme du pays.⁸⁰ Lorsqu'elles font défaut, la moyenne régionale de l'Afrique subsaharienne a été utilisée.
- **Pourcentage le plus récent de grossesses chez les adolescentes (de 15 à 19 ans) ayant suivi des études secondaires :** Obtenu à partir de l'enquête démographique et sanitaire de la Tanzanie 2015-2016 indiquant un taux de 10 % et utilisé comme approximation régionale.⁸¹
- **Facteur de perturbation de la scolarité pour les adolescentes :** Tiré de la Banque mondiale, Rissa-Gill et Finnegan, et Peterman et al.⁸² Les grossesses chez les adolescentes ont augmenté de 65 % en Sierra Leone lors des fermetures d'écoles au cours de l'épidémie d'Ebola de 2014-2016. Les écoles ont été fermées pendant huit mois. La Banque mondiale prévoit trois scénarios généraux de fermeture d'écoles liées à la COVID-19 : Optimiste (les écoles ne sont fermées que pendant trois mois, et l'efficacité des mesures d'atténuation mises en place par les gouvernements est élevée) ; Intermédiaire (les écoles sont fermées pendant cinq mois et l'efficacité des mesures d'atténuation est modérée) ; et Pessimiste (les écoles sont fermées pendant sept mois et l'efficacité des mesures d'atténuation est faible). En utilisant un facteur d'augmentation de 65 % au cours des fermetures d'écoles de 8 mois, des facteurs d'augmentation des grossesses chez les adolescentes de 25 % (optimiste), de 40 % (intermédiaire) et de 60 % (pessimiste) ont été calculés. Le scénario pessimiste de fermeture des écoles et le facteur associé d'augmentation des grossesses chez les adolescentes ont été utilisés dans les résultats décrits dans ce rapport.

L'estimation de l'impact économique de l'incapacité à s'assurer que les filles enceintes et les mères adolescentes poursuivent leurs études en Afrique subsaharienne est basé sur :

- **L'estimation de la diminution du nombre de filles dans l'enseignement secondaire :** elle se fonde sur la projection ci-dessus du nombre de grossesses chez les élèves adolescentes dans un scénario pessimiste de fermeture d'école par rapport au nombre total de femmes âgées de 15 à 19 ans par pays en 2018, en utilisant les chiffres de la Banque de données de la Banque mondiale quant au nombre total de femmes (sauf pour l'Érythrée, pour lequel les données des Perspectives de la population mondiale de l'ONU ont été utilisées) et le pourcentage de la population féminine âgée de 15 à 19 ans.⁸³

- **Le PIB courant en USD en 2019 par pays :** Tiré de la Banque de données de la Banque mondiale, à l'exception de deux cas utilisant des chiffres plus anciens (Érythrée, 2011 et Soudan du Sud, 2015) et un cas utilisant les données du Fonds monétaire international (Somalie).⁸⁴
- **L'estimation de la diminution du PIB due à une diminution de 1 % du nombre de filles dans l'enseignement secondaire :** Obtenue auprès de la Banque mondiale, indiquant 0,3 % en moyenne.⁸⁵
- **Le taux de croissance annuel actuel du PIB en 2019 :** Tiré de la Banque de données de la Banque mondiale, à l'exception d'un chiffre plus ancien pour le Soudan du Sud (2015), d'un rapport distinct de la Banque mondiale pour l'Érythrée et des données du FMI pour la Somalie.⁸⁶
- **L'estimation de la diminution du taux de croissance du PIB suite à une diminution de 1 % du nombre de filles dans l'enseignement secondaire :** Obtenue auprès de la Banque mondiale, indiquant 0,2 pour cent en moyenne.⁸⁷

Limites

Outre celles déjà mentionnées, les estimations de ce rapport reposent sur un certain nombre d'hypothèses supplémentaires, notamment celles selon lesquelles les tendances des augmentations observées de l'incidence des grossesses chez les adolescentes lors des crises précédentes qui ont conduit à des fermetures d'écoles (i) sont représentatives des tendances régionales, (ii) sont représentatives des tendances actuelles liées aux fermetures d'écoles dues à la crise de la COVID-19, et (iii) sont systématiquement proportionnelles à la durée de fermeture des écoles. Compte tenu de la situation fluctuante des fermetures et des réouvertures d'écoles et des futurs scénarios potentiels de 'confinement et de déconfinement', les périodes actuelles de fermetures d'écoles par pays n'ont pas été utilisées. Des scénarios basés sur différentes durées potentielles de fermeture d'écoles telles qu'évaluées par la Banque mondiale ont été utilisés en supposant qu'ils sont représentatifs des durées totales possibles de fermetures d'écoles que pourraient connaître tous les pays d'Afrique subsaharienne.



Notes de fin

- ¹ UNESCO (2020). COVID-19 Impact on Education. <https://en.unesco.org/covid19/educationresponse>. De la maternelle au tertiaire.
- ² UNESCO (2020). COVID-19 Education Response: How many students are at risk of not returning to school? <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000373992>.
- ³ OMS (2020). Adolescent pregnancy. <https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/adolescent-pregnancy>.
- ⁴ Institut de statistique de l'UNESCO (2020). Base de données. <http://data.uis.unesco.org/>.
- ⁵ UNICEF (2019). Early childbearing. <https://data.unicef.org/topic/child-health/adolescent-health/>.
- ⁶ Bandiera et al. (2018). The Economic Lives of Young Women in the Time of Ebola: Lessons from an Empowerment Program. https://www.theigc.org/wp-content/uploads/2018/06/Bandiera-et-al-2018-Working-Paper_rev-Dec-2018.pdf ; UNFPA (2018). Recovering from the Ebola Virus Disease: Rapid Assessment of Pregnant Adolescent Girls in Sierra Leone. <https://sierraleone.unfpa.org/en/publications/recovering-ebola-virus-disease-rapid-assessment-pregnant-adolescent-girls-sierra-leone>.
- ⁷ RFI (2015). Pregnant girls barred from school and a right to education. <http://www.rfi.fr/en/africa/20150329-sierra-leone-pregnant-girls-barred-school-human-rights-education-ebola-education> ; NPR (2015). 'Visibly pregnant' girls are banned from school in Sierra Leone. <https://www.npr.org/sections/goatsandsoda/2015/04/06/397272538/visibly-pregnant-girls-are-banned-from-school-in-sierra-leone> ; Amnesty International (2015). Sierra Leone: Shamed and Blamed: Pregnant Girls' Rights at Risk in Sierra Leone. <https://www.amnesty.org/en/documents/afr51/2695/2015/en/>.
- ⁸ UNESCO (2020). COVID-19 Impact on Education. <https://en.unesco.org/covid19/educationresponse>. De la maternelle au tertiaire.
- ⁹ UNESCO (2020). UNESCO eAtlas of Out-of-School Children. <https://tellmaps.com/uis/oosc/#!/tellmap/528275754>. Soudan du Sud (62 %), Guinée équatoriale (55 %), Érythrée (47 %), Mali (41 %), Soudan (38 %), Niger (34 %), Nigéria (34 %), Djibouti (33 %), République centrafricaine (33 %), République arabe syrienne (28 %).
- ¹⁰ PNUD (2020). Indice d'inégalité de genre. <http://hdr.undp.org/en/content/gender-inequality-index-gii> ; PNUD (2016). Africa Human Development Report 2016. <https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/hdr/2016-africa-human-development-report/>.
- ¹¹ UNICEF (2019). Early childbearing. <https://data.unicef.org/topic/child-health/adolescent-health/>.
- ¹² Banque mondiale (2020). Banque de données. <https://data.worldbank.org/indicator/SP.ADO.TFRT>
- ¹³ UNICEF (2019). Early childbearing. <https://data.unicef.org/topic/child-health/adolescent-health/>.
- ¹⁴ Human Rights Watch (2018). Leave No Girl Behind in Africa: Discrimination in Education against Pregnant Girls and Adolescent Mothers. https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/au0618_web.pdf.
- ¹⁵ The Guardian (2019). Sierra Leone faces legal challenge over ban on pregnant schoolgirls. <https://www.theguardian.com/global-development/2019/jun/27/sierra-leone-faces-legal-challenge-over-ban-on-pregnant-schoolgirls>.
- ¹⁶ Amnesty International (2015). Sierra Leone: Shamed and Blamed: Pregnant Girls' Rights at Risk in Sierra Leone. <https://www.amnesty.org/en/documents/afr51/2695/2015/en/>.

- ¹⁷ BBC (2020). Sierra Leone overturns ban on pregnant schoolgirls. <https://www.bbc.com/news/world-africa-52098230> ; Reuters (2020). Sierra Leone lifts ban on pregnant girls attending school. <https://www.reuters.com/article/leone-education-women/sierra-leone-lifts-ban-on-pregnant-girls-attending-school-idUSL8N2BN4R4>, The Guardian (2020). Sierra Leone lifts ban on pregnant girls going to school but shutdown expected. <https://www.theguardian.com/global-development/2020/mar/31/sierra-leone-lifts-ban-on-pregnant-girls-going-to-school-but-shutdown-expected>.
- ¹⁸ BBC (2020). Sierra Leone overturns ban on pregnant schoolgirls. <https://www.bbc.com/news/world-africa-52098230> ; The Telegraph. Africa's education crisis: millions of children locked out of school. <https://www.telegraph.co.uk/global-health/women-and-girls/meet-minister-trying-avert-sierra-leones-coronavirus-education/> ; Gouvernement de la Sierra Leone, ministère de l'Enseignement secondaire de premier et deuxième cycles (2020). Monsieur le Ministre, Dr David Sengeh, sur la campagne Zéro grossesse. <https://mbsse.gov.sl/honor-minister-dr-david-sengeh-on-zero-teenage-pregnancy-campaign/> ; Gouvernement de la Sierra Leone, ministère de l'Enseignement secondaire de premier et de deuxième cycles (2020). COVID-19 Education Emergency Response Plan. <https://planipolis.iiep.unesco.org/sites/planipolis/files/ressources/sierra-leone-covid19-education-response-plan-pdf.pdf>.
- ¹⁹ HakiElimu (2011). Litigating the Right to Education in Tanzania: Legal, Political, and Social Considerations and Potential Applications. https://www.right-to-education.org/sites/right-to-education.org/files/resource-attachments/HakiElimu_Litigating_the_Right_to_Education_in_Tanzania_2011.pdf; Human Rights Watch (2017). "I Had a Dream to Finish School" Barriers to Secondary Education in Tanzania. https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/tanzania0217_web.pdf.
- ²⁰ The Guardian (2017). 'After getting pregnant, you are done': No more school for Tanzania's mums-to-be. <https://www.theguardian.com/global-development/2017/jun/30/tanzania-president-ban-pregnant-girls-from-school-john-magufuli>.
- ²¹ Center for Reproductive Rights (2013). Forced Out: Mandatory Pregnancy Testing and the Expulsion of Pregnant Students in Tanzanian Schools. https://www.reproductiverights.org/sites/default/files/documents/crr_Tanzania_Report_Part1.pdf, https://www.reproductiverights.org/sites/default/files/documents/crr_Tanzania_Report_Part2.pdf.
- ²² The Guardian (2018). World Bank pulls \$300m Tanzania loan over pregnant schoolgirl ban. <https://www.theguardian.com/global-development/2018/nov/15/world-bank-pulls-300m-tanzania-loan-over-pregnant-schoolgirl-ban> ; CNN (2020). World Bank delays vote on \$500 million loan for Tanzania after activist pressure over ban on pregnant schoolgirls. <https://www.cnn.com/2020/01/27/africa/tanzania-world-bank-loan-pregnant-girls-intl/index.html>; Reuters (2020). Tanzania lets pregnant girls attend school with World Bank project. <https://www.reuters.com/article/us-tanzania-women-education-trfn/tanzania-lets-pregnant-girls-attend-school-with-world-bank-project-idUSKBN2IP2WE>.
- ²³ Save the Children, Vision Mondiale International, Plan International et l'UNICEF (2015). Children's Ebola Recovery Assessment: Sierra Leone. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/EBOLA_REPORT_CHILDRENS_RECOVERY_ASSESSMENT_SIERRA_LEONE.PDF ; Center for Global Development (2020). Pandemics and Violence against Women and Children. <https://www.cgdev.org/sites/default/files/pandemics-and-vawg-april2.pdf> ; Groupe de la Banque mondiale (2020). Simulating the Potential Impacts of COVID-19 School Closures on Schooling and Learning Outcomes: A Set of Global Estimates. <http://pubdocs.worldbank.org/en/798061592482682799/covid-and-education-june17-r6.pdf>.

- ²⁴ Bandiera et coll. (2018). The Economic Lives of Young Women in the Time of Ebola: Lessons from an Empowerment Program. https://www.theigc.org/wp-content/uploads/2018/06/Bandiera-et-al-2018-Working-Paper_rev-Dec-2018.pdf
- ²⁵ Human Rights Watch (2018). Leave No Girl Behind in Africa: Discrimination in Education against Pregnant Girls and Adolescent Mothers. https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/au0618_web.pdf.
- ²⁶ SAID (2017). Sexual and Reproductive Health in Early and Later Adolescence: DHS Data on Youth Age 10-19. <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/CR45/CR45.pdf>.
- ²⁷ Human Rights Watch (2018). Leave No Girl Behind in Africa: Discrimination in Education against Pregnant Girls and Adolescent Mothers. https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/au0618_web.pdf ; Right to Education Initiative and Hakijamii (2020). 'I really want to go to school': The right to education of pregnant girls in Kakamega County, Kenya. <https://right-to-education.exposure.co/kenya>.
- ²⁸ Vision Mondiale International (2020). COVID-19 Aftershocks: Secondary Impacts Threaten More Children's Lives Than Disease Itself. https://www.wvi.org/sites/default/files/2020-04/COVID-19%20AFTERSHOCKS-%20SECONDARY%20IMPACTS%20THREATEN%20MORE%20CHILDREN%E2%80%99S%20LIVES%20THAN%20DISEASE%20ITSELF_0.pdf; UNFPA (2020). Women, girls, health workers must not be overlooked in global COVID-19 response. <https://www.unfpa.org/press/women-girls-health-workers-must-not-be-overlooked-global-covid-19-response>; RFI (2020). Sexual healthcare efforts falter in Africa as countries focus on COVID-19. <https://www.rfi.fr/en/africa/20200413-sexual-healthcare-efforts-falter-in-africa-as-countries-focus-on-covid-19>.
- ²⁹ UNFPA (2020). Impact of the COVID-19 Pandemic on Family Planning and Ending Gender-based Violence, Female Genital Mutilation and Child Marriage. https://www.unfpa.org/sites/default/files/resource-pdf/COVID-19_impact_brief_for_UNFPA_24_April_2020_1.pdf.
- ³⁰ UNFPA (2020). Impact of the COVID-19 Pandemic on Family Planning and Ending Gender-based Violence, Female Genital Mutilation and Child Marriage. https://www.unfpa.org/sites/default/files/resource-pdf/COVID-19_impact_brief_for_UNFPA_24_April_2020_1.pdf.
- ³¹ Vision Mondiale International (2020). COVID-19 Aftershocks: A Perfect Storm: Millions More Children at Risk of Violence under Lockdown and into the 'New Normal'. https://www.wvi.org/sites/default/files/2020-05/Aftershocks%20FINAL%20VERSION_0.pdf.
- ³² Vision Mondiale International (2019). The Violent Truth about Teenage Pregnancy. <https://www.wvi.org/sites/default/files/2019-09/The%20violent%20truth%20about%20teenage%20pregnancy%20FINAL.pdf>.
- ³³ Vision Mondiale International (2020). COVID-19 Aftershocks: Out of time: As families' incomes plummet, millions more children go hungry and are forced to work and beg. https://www.wvi.org/sites/default/files/2020-07/Out%20of%20Time_Covid19%20Aftershocks%20-%20FINAL.pdf.
- ³⁴ Right to Education Initiative et Hakijamii (2020). 'I really want to go to school': The right to education of pregnant girls in Kakamega County, Kenya. <https://right-to-education.exposure.co/kenya>; UNICEF (2015). Child marriage, Adolescent Pregnancy and Family Formation in West and Central Africa. <https://www.unicef.org/wca/media/1171/file/English%20PDF.pdf>.
- ³⁵ Vision Mondiale États-Unis (2019). New Vows: Empowering Communities to End Child Marriage. http://www.worldvisionadvocacy.org/wp-content/uploads/2019/10/2019_WV_Child_Marriage_Report_web.pdf.

- ³⁶ EQUALS (2010). Gender equality, climate change and education for sustainability. <http://www.e4conference.org/wp-content/uploads/2010/02/Equals24.pdf>; Brookings Center for Universal Education. Why Ending Child Marriage Needs to Be an Education Goal: The Case for Improved Coordination between Ending Child Marriage and Girls' Education Movements in West Africa. https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/07/walker_girls_education.pdf.
- ³⁷ UNICEF (2020). Child marriage. <https://data.unicef.org/topic/child-protection/child-marriage/>.
- ³⁸ Vision Mondiale International (2020). COVID-19 Aftershocks: A Perfect Storm: Millions More Children at Risk of Violence under Lockdown and into the 'New Normal'. https://www.wvi.org/sites/default/files/2020-05/Aftershocks%20FINAL%20VERSION_0.pdf
- ³⁹ Vision Mondiale États-Unis (2019). New Vows: Empowering Communities to End Child Marriage. http://www.worldvisionadvocacy.org/wp-content/uploads/2019/10/2019_WV_Child_Marriage_Report_web.pdf
- ⁴⁰ Right to Education Initiative et Hakijamii (2020). 'I really want to go to school': The right to education of pregnant girls in Kakamega County, Kenya. <https://right-to-education.exposure.co/kenya> ; UNICEF (2018). Abuse, impunity and sexual violence in Burundi. <https://www.unicef.org/stories/abuse-impunity-and-sexual-violence-burundi> ; Amnesty International (2018). It is time to end impunity for conflict-related sexual violence in South Sudan. <https://www.amnesty.org/en/latest/campaigns/2018/06/it-is-time-to-end-impunity-for-conflict-related-sexual-violence-in-south-sudan/> ; Human Rights Watch (2014). Democratic Republic of Congo: Ending Impunity for Sexual Violence. <https://www.hrw.org/news/2014/06/10/democratic-republic-congo-ending-impunity-sexual-violence>.
- ⁴¹ UN Women (2020). Violence against women and girls: The shadow pandemic. <https://www.unwomen.org/en/news/stories/2020/4/statement-ed-phumzile-violence-against-women-during-pandemic>.
- ⁴² UNFPA (2020). Impact of the COVID-19 Pandemic on Family Planning and Ending Gender-based Violence, Female Genital Mutilation and Child Marriage. https://www.unfpa.org/sites/default/files/resource-pdf/COVID-19_impact_brief_for_UNFPA_24_April_2020_1.pdf.
- ⁴³ HCR (2020). Africa. <https://www.unhcr.org/en-us/africa.html>
- ⁴⁴ OMS (2002). World Report on Violence and Health. https://www.who.int/violence_injury_prevention/violence/world_report/en/full_en.pdf?ua=1.
- ⁴⁵ Secrétaire général des Nations Unies (2018). Conflict Related Sexual Violence. <https://www.un.org/sexualviolenceinconflict/wp-content/uploads/2019/04/report/s-2019-280/Annual-report-2018.pdf>; BMC International Health and Human Rights (2015). Perceptions of the effects of armed conflict on maternal and reproductive health services and outcomes in Burundi and Northern Uganda: A qualitative study. <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/25884930/>.
- ⁴⁶ Global Coalition to Protect Education from Attack (2020). Education Under Attack 2020. http://protectingeducation.org/wp-content/uploads/eua_2020_full.pdf.
- ⁴⁷ International Crisis Group (2020). COVID-19 and Conflict: Seven Trends to Watch. <https://d207landvip0wj.cloudfront.net/B004-covid-19-seven-trends.pdf> ; IPS (2020). COVID-19 Increases Suffering of Children in Conflict. <http://www.ipsnews.net/2020/06/covid-19-increases-suffering-of-children-in-conflict/>.
- ⁴⁸ Banque mondiale, Partenariat mondiale pour l'Éducation et Children's Investment Fund Foundation (2017). Key findings ahead of the October 2017 high level meeting on ending child marriage in West and Central Africa. <http://documents1.worldbank.org/curated/en/429021508525003676/pdf/BRI-PUBLIC-0WCA-Summary-Final-PrintReady.pdf>.

- ⁴⁹ Right to Education Initiative et Hakijamii (2020). 'I really want to go to school': The right to education of pregnant girls in Kakamega County, Kenya. <https://right-to-education.exposure.co/kenya>.
- ⁵⁰ Center for Reproductive Rights (2013). Forced Out: Mandatory Pregnancy Testing and the Expulsion of Pregnant Students in Tanzanian Schools. https://www.reproductiverights.org/sites/default/files/documents/crr_Tanzania_Report_Part1.pdf, https://www.reproductiverights.org/sites/default/files/documents/crr_Tanzania_Report_Part2.pdf.
- ⁵¹ Human Rights Watch (2018). Leave No Girl Behind in Africa: Discrimination in Education against Pregnant Girls and Adolescent Mothers. https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/au0618_web.pdf.
- ⁵² Center for Reproductive Rights (2013). Forced Out: Mandatory Pregnancy Testing and the Expulsion of Pregnant Students in Tanzanian Schools. https://www.reproductiverights.org/sites/default/files/documents/crr_Tanzania_Report_Part1.pdf, https://www.reproductiverights.org/sites/default/files/documents/crr_Tanzania_Report_Part2.pdf.
- ⁵³ Gouvernement de la Sierra Leone, ministère de l'Enseignement secondaire de premier et deuxième cycles (2020). Monsieur le Ministre, Dr David Sengeh sur la campagne Zéro grossesses. <https://mbsse.gov.sl/honorable-minister-dr-david-sengeh-on-zero-teenage-pregnancy-campaign/>; Government of Sierra Leone, Ministry of Basic and Senior Secondary Education (2020). COVID-19 Education Emergency Response Plan. <https://planipolis.iiep.unesco.org/sites/planipolis/files/ressources/sierra-leone-covid19-education-response-plan-pdf.pdf>.
- ⁵⁴ Human Rights Watch (2018). Leave No Girl Behind in Africa: Discrimination in Education against Pregnant Girls and Adolescent Mothers. https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/au0618_web.pdf.
- ⁵⁵ Ibid.
- ⁵⁶ Ibid. ; UNESCO (2017). Early and Unintended Pregnancy and the Education Sector: Evidence Review and Recommendations. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000251509>.
- ⁵⁷ Right to Education Initiative et Hakijamii (2020). 'I really want to go to school': The right to education of pregnant girls in Kakamega County, Kenya. <https://right-to-education.exposure.co/kenya>.
- ⁵⁸ Vision Mondiale International (2019). The Violent Truth about Teenage Pregnancy. <https://www.wvi.org/sites/default/files/2019-09/The%20violent%20truth%20about%20teenage%20pregnancy%20FINAL.pdf> ; Human Rights Watch (2018). Leave No Girl Behind in Africa: Discrimination in Education against Pregnant Girls and Adolescent Mothers. https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/au0618_web.pdf ; Right to Education Initiative and Hakijamii (2020). 'I really want to go to school': The right to education of pregnant girls in Kakamega County, Kenya. <https://right-to-education.exposure.co/kenya>.
- ⁵⁹ Groupe de la Banque mondiale (2020). Simulating the Potential Impacts of COVID-19 School Closures on Schooling and Learning Outcomes: A Set of Global Estimates. <http://pubdocs.worldbank.org/en/798061592482682799/covid-and-education-june17-r6.pdf>.
- ⁶⁰ Center for Reproductive Rights (2013). Forced Out: Mandatory Pregnancy Testing and the Expulsion of Pregnant Students in Tanzanian Schools. https://www.reproductiverights.org/sites/default/files/documents/crr_Tanzania_Report_Part1.pdf, https://www.reproductiverights.org/sites/default/files/documents/crr_Tanzania_Report_Part2.pdf.
- ⁶¹ UNFPA (2017). The State of World Population 2017: Worlds Apart: Reproductive Health and Rights in an Age of Inequality. https://www.unfpa.org/sites/default/files/sowp/downloads/UNFPA_PUB_2017_EN_SWOP.pdf.
- ⁶² Banque mondiale, Partenariat mondial pour l'Éducation, Children's Investment Fund Foundation et Malala Fund (2018). Missed Opportunities: The High Cost of Not Educating Girls. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/29956/HighCostOfNotEducatingGirls.pdf>.

- ⁶³ OMS (2020). Adolescent pregnancy. <https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/adolescent-pregnancy>.
- ⁶⁴ Banque mondiale (2011). World Development Report 2012: Gender Equality and Development. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/4391/646650WDR0201200Box364543B00PUBLIC0.pdf?sequence=1&isAllowed=y>.
- ⁶⁵ OMS (2019). Adolescent Pregnancy Evidence Brief. <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/329883/WHO-RHR-19.15-eng.pdf?ua=1>.
- ⁶⁶ UNICEF (2014). Committing to Child Survival: A Promise Renewed: Progress Report 2014. http://files.unicef.org/publications/files/APR_2014_web_15Sept14.pdf.
- ⁶⁷ Banque mondiale, Partenariat mondiale pour l'éducation, Children's Investment Fund Foundation et Malala Fund (2018). Missed Opportunities: The High Cost of Not Educating Girls. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/29956/HighCostOfNotEducatingGirls.pdf>.
- ⁶⁸ Ibid.
- ⁶⁹ Ibid.
- ⁷⁰ Ibid.
- ⁷¹ Banque mondiale (2011). Measuring the Economic Gain of Investing in Girls: The Girl Effect Dividend. <https://documents.worldbank.org/curated/en/730721468326167343/pdf/WPS5753.pdf>.
- ⁷² Partenariat mondial pour l'Éducation (2020). Application and program document for COVID-19 accelerated funding for Ethiopia. <https://www.globalpartnership.org/sites/default/files/document/file/2020%2008%20COVID-19%20AFF%20Request%20Ethiopia%20-%20Verified.pdf>; Global Partnership for Education (2020). Application and program document for COVID-19 accelerated funding for Uganda. <https://www.globalpartnership.org/sites/default/files/document/file/2020%2008%20COVID-19%20AFF%20Request%20Uganda%20-%20Verified.pdf>.
- ⁷³ Global Coalition to Protect Education from Attack. What can be done to better protect women and girls from attacks on education and military use of educational institutions? <https://protectedu.wpengine.com/wp-content/uploads/what-can-be-done-to-better-protect-women-and-girls.pdf>
- ⁷⁴ République du Ghana, ministère de l'Éducation (2020). COVID-19 Coordinated Education Response Plan for Ghana. <https://ges.gov.gh/2020/04/29/covid-19-coordinated-education-response-plan-for-ghana/>; Government of Rwanda (2020). Keeping the Doors Open for Learning: Response Plan of Ministry of Education to the COVID-19 Outbreak. https://mineduc.gov.rw/fileadmin/Documents/Report/Education_Sector_COVID_Plan_Rwanda.pdf; Republic of Zambia, Ministry of General Education (2020). Education Contingency Plan for Novel Coronavirus (COVID-19). <https://planipolis.iiep.unesco.org/sites/planipolis/files/ressources/moge-novel-coronavirus-covid-19-response-and-recovery-plan-2020-final.pdf>.
- ⁷⁵ UNESCO, UNICEF, Banque mondiale, PAM (2020). Framework for Reopening Schools. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000373348>.
- ⁷⁶ Human Rights Watch (2018). Leave No Girl Behind in Africa: Discrimination in Education against Pregnant Girls and Adolescent Mothers. https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/au0618_web.pdf.
- ⁷⁷ Ibid.
- ⁷⁸ UNESCO et al. Incheon Declaration and SDG4 – Education 2030 Framework for Action. http://uis.unesco.org/sites/default/files/documents/education-2030-incheon-framework-for-action-implementation-of-sdg4-2016-en_2.pdf.
- ⁷⁹ Institut de statistique de l'UNESCO (2020). Base de données. <http://data.uis.unesco.org/>.

- ⁸⁰ USAID. Demographic and Health Surveys Program. <https://dhsprogram.com/>; Roll Back Malaria. Malaria Indicator Surveys. <https://malariasurveys.org/>.
- ⁸¹ République unie de Tanzanie (2016). Tanzania Demographic and Health Survey and Malaria Indicator Survey 2015-2016 Final Report. <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR321/FR321.pdf>.
- ⁸² Groupe de la Banque mondiale (2020). Simulating the Potential Impacts of COVID-19 School Closures on Schooling and Learning Outcomes: A Set of Global Estimates. <http://pubdocs.worldbank.org/en/798061592482682799/covid-and-education-june17-r6.pdf>.
- ⁸³ Banque mondiale (2020). DataBank. <https://data.worldbank.org/indicator/SP.POPTOTL.FE.IN>; UN Department of Economic and Social Affairs (2020). World Population Prospects 2019. <https://population.un.org/wpp/Download/Standard/Population/>; World Bank (2020). DataBank. <https://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.I519.FE.5Y>
- ⁸⁴ Banque mondiale (2020). DataBank. <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.CD>; IMF (2019). World Economic Outlook Database. https://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2019/02/weodata/weorept.aspx?pr.x=68&pr.y=11&sy=2016&ey=2021&scsm=1&ssd=1&sort=country&ds=.&br=1&c=726&s=NGDP_RPCH%2CNGDPD%2CPPP&grp=0&a.
- ⁸⁵ Banque mondiale (2011). Measuring the Economic Gain of Investing in Girls: The Girl Effect Dividend. <https://documents.worldbank.org/curated/en/730721468326167343/pdf/WPS5753.pdf>.
- ⁸⁶ Banque mondiale (2020). DataBank. <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.KD.ZG>; World Bank (2019). Global Economic Prospects: Heightened Tensions, Subdued Investment. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/31655/9781464813986.pdf>; IMF (2019). World Economic Outlook Database. https://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2019/02/weodata/weorept.aspx?pr.x=68&pr.y=11&sy=2016&ey=2021&scsm=1&ssd=1&sort=country&ds=.&br=1&c=726&s=NGDP_RPCH%2CNGDPD%2CPPP&grp=0&a.
- ⁸⁷ Banque mondiale (2011). Measuring the Economic Gain of Investing in Girls: The Girl Effect Dividend. <https://documents.worldbank.org/curated/en/730721468326167343/pdf/WPS5753.pdf>



Vision Mondiale est une organisation chrétienne d'aide d'urgence, de développement et de plaidoyer œuvrant à travailler avec les enfants, les familles et les communautés pour vaincre la pauvreté et l'injustice. Inspirés par nos valeurs chrétiennes, nous nous engageons à travailler avec les personnes les plus vulnérables du monde. Nous aidons toutes les personnes sans distinction de religion, de race, d'ethnie ou de sexe.